

# LE BOLCHEVIK 4

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N°169 - Septembre 2004

0,80 EUR

## Il faut défendre le droit de grève et les acquis ouvriers

## A bas les campagnes racistes du gouvernement !

### Le racisme divise et affaiblit la classe ouvrière

Les électriciens et gaziers ont été défaits par Sarkozy/Chirac fin juin, trahis par leur direction (voir notre tract du 7 juillet, reproduit page 16). Dans la foulée les directions syndicales n'ont même pas fait semblant de lancer une lutte contre le plan de démantèlement progressif de la Sécu. Le gouvernement aborde la rentrée encouragé à redoubler les coups. Le ministre de la Justice a envoyé une circulaire aux procureurs avec des consignes sur comment engager des poursuites contre les grévistes d'EDF (*L'Humanité*, 9 août). Il y a cinq ans le gouvernement capitaliste PS/PC/Verts de Jospin avait profité de la réduction à 35 heures du temps de travail officiel pour introduire une série de mesures dévastatrices sur la flexibilité des horaires, avec fréquemment blocage des salaires et force exonérations de charges pour les patrons. Aujourd'hui tout cela est amplifié, en même temps que les provocations se multiplient dans les entreprises pour augmenter le temps de travail. La remise en cause du droit de grève s'annonce dans les services publics et les transports. Depuis dix ans c'est le secteur public qui a été le plus combatif, notamment en décembre 1995 et au printemps 2003. Le gouvernement vise ce secteur de façon particulièrement vindicative, espérant ainsi briser la résistance de l'ensemble des travailleurs, augmenter le temps de travail de tous sans même une compensation salariale, réduire encore plus les droits des chômeurs et démanteler les services sociaux chèrement acquis. **Levée des poursuites contre les grévistes ! Défense du droit de grève ! Pour une santé gratuite et de qualité pour tous ! A bas l'augmentation du temps de travail : Pour le partage du travail entre toutes les mains, sans baisse de salaire et avec un**

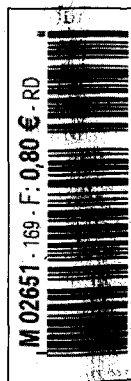


Le Bolchévik

21 août : Manifestation commémorant l'attaque des flics contre les sans-papiers de l'église Saint-Bernard à Paris.

### *minimum suffisant pour chacun !*

En dépit de la « reprise économique » cette année, le chômage continue d'augmenter. Entre les fermetures d'usines, les « plans sociaux » et les « fins de contrat » d'emplois précaires, les travailleurs sous contrat privé, et surtout les travailleuses, les immigrés et leurs enfants, vivent sous la menace permanente de perdre leur emploi, avec la certitude de ne pouvoir survivre avec des allocations chômage (plus de la moitié des chômeurs inscrits à l'ANPE ne touchent rien, et de ceux qui touchent quelque chose, pratiquement la moitié reçoit moins du SMIC). Dans toutes les régions industrialisées du pays la classe ouvrière contient une forte proportion de travailleurs immigrés ou d'origine immigrée, souvent d'origine africaine ou nord-africaine, et le racisme contre cette composante de la classe ouvrière et contre leurs enfants est un mécanisme clé pour diviser et affaiblir l'ensemble de la classe ouvrière. Dans toute l'Europe le démantèlement des services sociaux s'accompagne de chas-



# Dien Bien Phu, la Résistance et le Parti communiste français

Dans notre article paru dans *le Bolchévik* n° 167 (mars) sous le titre « Il y a cinquante ans le colonialisme français était écrasé à Dien Bien Phu – Saluons la victoire héroïque du peuple vietnamien ! », nous avons écrit : « Sortant directement de la guerre de résistance contre l'Allemagne, ils [des soldats français sympathisant politiquement avec le PCF et qui à son instigation s'étaient engagés dans l'armée coloniale] ne comprenaient pas pourquoi ils se battaient en Indochine, faisant le parallèle entre la lutte du Vietminh et leur propre lutte de résistance. » Cela décrit effectivement l'état d'esprit de nombre de ces soldats, comme le rapporte Jean-Luc Einaudi dans son livre *Viêt-Nam ! La guerre d'Indochine 1945-1954* [2001]. Mais cela ne veut pas dire que pour nous les deux situations soient identiques et que nous soutenions la Résistance française pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Ces deux « résistances » étaient fondamentalement très différentes. Pour commencer la France est un pays impérialiste, alors que le Vietnam était à l'époque une colonie. La résistance en France à partir de juin 1941 contre l'occupation allemande, même si elle était constituée pour l'essentiel de militants et sympathisants du PCF, était subordonnée politiquement à l'aile gaulliste de la bourgeoisie française, basée à Londres, et elle était de ce fait subordonnée au conflit interimpérialiste lui-même. Il y avait ainsi d'un côté les impérialistes américano-britanniques avec les gaullistes impérialistes français, et de l'autre côté il y avait l'impérialisme allemand (avec le régime de Vichy). Dans ce conflit les trotskystes étaient pour la défaite des deux côtés. Ils défendaient seulement l'Etat ouvrier dégénéré soviétique (voir notre article « C'est l'Armée rouge soviétique qui a écrasé les Nazis ! », *le Bolchévik* n° 168, juin).

Au fond la « Résistance », qui était sous la discipline d'un état-major bourgeois, défendait les intérêts du capitalisme français, en s'alignant derrière les « Alliés » impérialistes. Le nationalisme dégoûtant de la « Résistance » (« A chacun son boche ! ») rendait bien plus difficiles qu'il ne le fallait la fraternisation avec les soldats allemands, ainsi que la tâche d'y organiser une opposition naissante (comme des trotskystes français ont essayé de le faire dans la Wehrmacht à Brest).

La Résistance s'est finalement avérée cruciale à la bourgeoisie française, qui se ralliait de façon croissante à de Gaulle au fur et à mesure des défaites allemandes, pour re-stabiliser son pouvoir en 1944, y compris sur son empire colonial pour des années encore. Comme nous le disions dans l'article sur Dien Bien Phu, « l'alliance des stalinien avec les impérialistes américains et avec de Gaulle contre l'Allemagne nazie allait se traduire par le soutien stalinien au rétablissement de l'ordre colonial français en Indochine en 1945. »

Au Vietnam au contraire la lutte contre l'occupation coloniale française se faisait sous la direction des stalinien vietnamiens, les éléments bourgeois vietnamiens se trouvant du côté de l'impérialisme français. Et le rôle de l'Union soviétique représentait un facteur supplémentaire, avec son poids et son armement, face aux impérialistes. C'est pourquoi cette guerre s'est terminée (même si ce n'était pas l'intention du Parti communiste vietnamien au départ) par le fait que les impérialistes ont été chassés et que la bourgeoisie a fini par être expropriée en 1975 dans l'ensemble du Vietnam. Encore une fois, saluons la victoire héroïque du peuple vietnamien contre le colonialisme français ! ■

ses aux sorcières contre les immigrés, de l'Italie où l'armée refoule les survivants naufragés qui essaient de pénétrer dans le pays, à l'Irlande où un récent référendum a révisé le « droit du sol » qui accordait la citoyenneté automatiquement à tous ceux qui sont nés dans le pays.

C'est pourquoi nous, marxistes, nous faisons de cette question une question centrale dans notre travail de propagande révolutionnaire. Nous luttons pour les *pleins droits de*

*citoyenneté pour tous les immigrés et leur famille.* Le 4 juillet, au lendemain de la défaite à EDF, les CRS ont attaqué des sans-papiers au square Séverine à Paris, faisant près de 100 interpellations ; au moins dix personnes ont été expulsées. Nous disons : *A bas les expulsions !* Nous combattons ouvertement toutes les campagnes racistes du gouvernement. *A bas le plan Vigipirate de quadrillage de la population !* Cela fait quinze ans que nous nous opposons aux tentatives racistes d'exclure des écoles les jeunes femmes portant un foulard islamique. Nous nous sommes opposés l'année dernière à l'exclusion d'Alma et Lila Lévy d'un lycée d'Aubervilliers, une campagne menée par des profs membres de Lutte ouvrière (LO) et de la LCR (y compris un membre de son bureau politique, Pierre-François Grond) qui a ouvert un boulevard à la loi raciste d'exclusion de Chirac-Ferry. Maintenant avec la rentrée scolaire la loi entre en application. Le mouvement ouvrier devrait se mobiliser contre les exclusions racistes qui se préparent, en dépit de ceux qui au PS, à LO et même dans le PCF et la LCR en ont fait l'apologie. Quand le PCF se démarque du PS, comme il l'a fait sur le voile, c'est uniquement pour restaurer sa propre influence parmi les travailleurs afin de reconstituer un meilleur rapport

Suite page 14

## LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José  
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Robert Carlyle  
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269  
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP  
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

## USA : Une décision de la Cour suprême menace Mumia Abu-Jamal

# Libération immédiate de Mumia !

## Abolition de la peine de mort

Une décision de la Cour suprême du 24 juin sur l'affaire *Beard contre Banks* ramène au tribunal la condamnation à mort de Mumia Abu-Jamal. Jamal a été déclaré coupable en 1982 à la suite d'une machination l'accusant d'avoir tué l'officier de police de Philadelphie, Daniel Faulkner, le 9 décembre 1981, et il a été condamné à la peine capitale. Suite à un *habeas corpus* soumis au nom de Jamal contestant sa culpabilité et sa condamnation à mort, le juge fédéral William Yohn avait pris la décision en décembre 2001 d'annuler la condamnation à mort de Jamal. Yohn l'avait annulée sur la base que le jury n'avait pas pris en compte les circonstances atténuantes (les raisons prescrites par la loi expliquant pourquoi Jamal ne devrait pas être exécuté)



COC Productions

et que seul un vote unanime quant à de telles circonstances atténuantes pourrait lui éviter la peine capitale. Une telle procédure avait été explicitement déclarée anticonstitutionnelle en 1998 par la Cour suprême dans l'affaire *Mills contre Maryland*. Parallèlement, Yohn avait soutenu la culpabilité [de Jamal], refusant même d'entendre l'aveu d'Arnold Beverly que c'était lui-même, et non pas Jamal, qui avait abattu Faulkner. Le ministère public a fait appel, cherchant à restaurer la sentence de mort de Jamal. Mumia a fait appel, cherchant à faire casser sa condamnation.

Dans le cas de la décision de juin sur l'affaire *Beard contre Banks* prise par le juge Clarence Thomas, la Cour suprême a monstrueusement décidé que le jugement en faveur de *Mills* ne pouvait pas être utilisé pour remettre en cause des cas jugés avant 1988 - c'est-à-dire, que cela ne pouvait pas s'appliquer rétroactivement. Bien que la procédure de jury qui a envoyé George Banks dans les couloirs de la mort soit identique à celle qualifiée de contraire à la loi dans l'affaire *Mills*, *Mills* resterait en vie alors que Banks (et des dizaines d'autres) est censé mourir selon le détail technique que son cas a été jugé « définitif » huit mois avant la décision par rapport à *Mills*. Ce ne sont là que les machinations et les tours de passe-passe juridiques les plus récents dans le labyrinthe judiciaire pour s'assurer de l'exécution de centaines de condamnés à mort après que leur innocence a été prouvée et que les monstrueuses violations constitutionnelles qui les avaient initialement placés dans l'ombre de la mort ont été dévoilées.

Dans le cas du procès d'*Herrera* en 1992, la Cour suprême avait annoncé que l'exécution d'un individu innocent n'était pas anticonstitutionnelle. L'Antiterrorism and Effective Death Penalty Act [Loi contre le terrorisme et pour une peine capitale effective] du président Démocrate Clinton de 1996 et la loi de l'Etat de Pennsylvanie de 1995 adoptant des restrictions draconiennes de temps pour « découvrir » de nouvelles preuves pour remettre en question une sentence de mort, ont tous les deux été utilisés par les cours fédérale et

d'Etat pour exclure l'aveu de Beverly et d'autres preuves de l'innocence de Jamal.

Depuis plus de deux ans, l'*habeas corpus* soumis au nom de Jamal est tenu en attente alors que son appel auprès de la cour d'Etat a poursuivi son chemin dans les tribunaux de l'Etat de Pennsylvanie. Mais à peine quelques jours après la décision sur l'affaire *Beard*, la Cour d'appel de la troisième circonscription a levé la suspension de l'exécution de Jamal (et d'autres condamnés à mort de Pennsylvanie) et lui a ordonné de déposer des dossiers pour démontrer que la décision en faveur de *Beard* s'applique ou non à son cas. Un document officiel soumis à la cour par Robert Bryan, l'avocat principal de Jamal, fait remarquer que la décision sur

l'affaire *Beard* n'a rien à voir avec le cas de Jamal. Le dossier cite la décision du juge Yohn : « Bien que le jugement par rapport à l'affaire *Mills* rendu le 6 juin 1988, soit intervenu après la condamnation à mort du requérant, il précédait néanmoins la décision finale de sa condamnation, qui a été enregistrée le 1<sup>er</sup> octobre 1990, lorsque la Cour suprême des Etats-Unis a rejeté sa pétition demandant la révision du procès. »

C'est une déclaration de fait qui ne laisse aucune ombre que la décision en faveur de *Beard* ne devrait avoir aucune répercussion sur Jamal. Mais toute l'histoire du cas de Jamal montre qu'un combattant pour l'émancipation des Noirs n'a aucun droit que les tribunaux capitalistes se sentent tenus de respecter. Ardent défenseur des opprimés, Jamal a été une cible de la police de Philadelphie et du FBI de J. Edgar Hoover depuis l'époque où il était porte-parole du Black Panther Party à l'âge de 15 ans. Pendant plus de 22 ans, des législateurs fédéraux et d'Etat, des gouverneurs, des procureurs Républicains et Démocrates ont fait passer la vérité sur ce combattant pour l'émancipation des Noirs à la moulinette de tant de mensonges que même Bush et Cheney en seraient fiers. Et pendant 22 ans, un tribunal après l'autre a ignoré non seulement les preuves écrasantes de l'innocence de Jamal mais aussi les précédents juridiques et les obligations constitutionnelles qui exigent sa mise en liberté et d'après lesquels fonctionnent prétendument ces mêmes tribunaux.

Le procureur général avait obtenu la condamnation à mort dans le cas de Jamal en assurant au jury que la sentence n'était que symbolique, que Jamal ne mourrait jamais car il pourrait faire « appel après appel ». Alors que trois ans plus tôt, la Cour suprême de Pennsylvanie avait décidé que de tels propos entraînaient l'annulation automatique de la sentence, en 1989 ils ont confirmé la condamnation à mort de Jamal. En 1991, la Cour suprême a annulé la condamnation à mort de David Dawson sur la base que l'accusation avait abusivement utilisé son appartenance politique en tant que membre de l'organisation raciste White Aryan Brotherhood [Fraternité aryenne blanche] influençant

indûment le jury. Lorsque Mumia a cherché à obtenir l'annulation sur la base que l'accusation avait utilisé son appartenance passée au Black Panther Party pour garantir la condamnation à mort, la Cour suprême a refusé ne fût-ce que d'étudier son cas.

## Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes !

Les capitalistes veulent que Mumia meure parce qu'ils voient dans ce journaliste éloquent, partisan de MOVE et ancien porte-parole des Black Panthers le spectre de la révolution noire, l'opposition défiant leur système d'oppression raciste. Ils cherchent à exécuter Jamal afin d'envoyer un sinistre message à tous ceux qui remettent en cause la répression policière brutale dans les ghettos, tous ceux qui défendent les droits des ouvriers sur les piquets de grève, tous ceux qui protestent contre le meurtre de masse des impérialistes depuis les Balkans jusqu'à l'Irak, qui exigent la fin de la chasse aux sorcières anti-immigrés et des attaques contre les droits civiques au nom d'une « guerre contre le terrorisme » qui n'en finit pas.

Le cas de Jamal met en évidence le caractère raciste et barbare de la peine de mort, une forme de terreur d'Etat institutionnalisée héritée directement, aux Etats-Unis, du système esclavagiste de la traite des Noirs. Voyant à travers son combat pour la liberté le reflet de leurs propres luttes contre l'oppression et l'exploitation, des militants syndicaux et ceux qui luttent pour les opprimés se sont ralliés à la cause de Jamal, dans le monde entier.

Après s'être défilée pendant des années, la NAACP [Association nationale pour l'avancement des gens de couleur] a finalement adopté une résolution réclamant un nouveau procès pour Jamal à sa conférence annuelle en juillet. Bien que le soutien à la résolution soit important, les dirigeants de la NAACP ont fait tout ce qu'ils ont pu pour empêcher qu'elle soit soumise au vote : les délégués qui prévoyaient de présenter la motion ont vu leur certification retirée et ont été interdits de conférence ; une table ronde prévue sur la peine capitale durant laquelle le cas de Mumia allait être soulevé fut subitement annulée. Ce n'est que lorsque Pam Africa, de l'International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal [l'association internationale de la famille et des amis de Mumia Abu-Jamal] et d'autres ont menacé d'organiser un piquet devant la conférence de la NAACP le même jour où le candidat Démocrate pour les présidentielles John Kerry était censé s'adresser aux participants, que les pontes de la NAACP se résignèrent à laisser le vote sur la motion avoir lieu.

Dans son récent article reportage (*CounterPunch*, 16 juillet) sur le vote à la convention du NAACP, le journaliste démocrate de gauche Dave Lindorff fait remarquer l'érosion du soutien public à Jamal et il prétend : « Les foules qui avaient l'habitude de manifester pour réclamer un nouveau procès pour Abu-Jamal ont disparu, des avocats idéologiques et autres s'étant emparés de son cas au cours des dernières années, réussissant à convaincre Abu-Jamal à faire de son cas une attaque politique contre le système judiciaire tout entier, au lieu de traiter des questions clés de son procès qui lui offraient les meilleures chances d'obtenir un nouveau procès. »

Les « questions clés » – un jury raciste trié sur le volet, la dissimulation de preuves, la menace et l'intimidation des témoins de la défense, un juge du procès qui a des préjugés raciaux déclarés et un parti pris pour l'accusation, le refus à Jamal de son droit, inscrit dans la constitution, de se représenter lui-même, et tant d'autres choses – mènent précisé-

ment tout droit au système de « justice » capitaliste raciste dans son ensemble. Et chacune de ces questions clés a été écartée par chaque tribunal – depuis le Tribunal d'instance de Pennsylvanie [Court of Common Pleas] jusqu'à la Cour suprême des Etats-Unis.

Ce qui fait délaïsser la rue aux partisans de Jamal, ce sont les illusions dans les tribunaux capitalistes, que professent les organisateurs réformistes des manifestations, tels que le Workers World Party et Socialist Action [section sœur de la LCR aux USA]. Ces illusions se sont concrétisées par le fait que l'appel à libérer Mumia a été subordonné à l'exigence d'un « nouveau procès », dont l'orientation consciente est destinée à faire appel aux démocrates de gauche comme Lindorff et le NAACP, pour qui les extravagances du juge Sabo ne sont qu'une aberration au lieu de constituer le fonctionnement normal des tribunaux capitalistes. Pourquoi mobiliser dans les syndicats et dans la rue si on peut compter sur les tribunaux pour qu'ils finissent par prendre la bonne décision ?

Les tribunaux, y compris la Cour suprême, ainsi que les flics, l'armée et les prisons, font partie de l'Etat capitaliste, un outil de violence organisée au profit d'une classe, celle des capitalistes, contre la classe ouvrière et tous ceux en bas de l'échelle sociale. Depuis l'époque où le Partisan Defense Committee (PDC – l'organisation de défense légale et sociale associée à nos camarades de la Spartacist League/U.S.) s'est engagé à défendre Jamal en 1987, nous avons cherché à utiliser toutes les ressources légales à notre disposition pour le libérer tout en combattant les illusions dans l'Etat capitaliste. Nous avons fait connaître au public le cas de Jamal, récolté des fonds vitalement nécessaires pour la bataille légale et lutté en particulier pour mobiliser la puissance sociale du mouvement ouvrier multiracial en sa défense, y compris des manifestations de front unique basées sur les syndicats qui exigeaient la libération de Mumia et l'abolition de la peine de mort raciste. Par ces moyens et d'autres, nous avons propagé son cas auprès de syndicats représentant des millions de travailleurs de par le monde.

Notre combat pour libérer Jamal et abolir la peine de mort raciste fait partie de notre perspective de gagner les ouvriers à la compréhension que l'Etat bourgeois n'est pas un organe « neutre » au service de la société, mais existe pour défendre la domination de classe et les profits des capitalistes contre ceux qu'ils exploitent. Ce combat s'enracine dans la lutte pour rendre conscient le prolétariat multiracial de ses intérêts de classe historiques à se battre contre le système capitaliste tout entier et à comprendre particulièrement que dans ce pays, la lutte pour l'émancipation des Noirs est au cœur de celle pour l'émancipation de la classe ouvrière elle-même. **Mobilisons la puissance des ouvriers et des Noirs pour lutter pour la libération de Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste !**

- Traduit de Workers Vanguard n° 830, 6 août

*Le PDC est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Spartacist League/U.S., section américaine de la Ligue communiste internationale. Le Comité de défense sociale (CDDS) est le pendant du PDC en France.*

**Pour plus d'information,  
pour envoyer des contributions,  
contactez le CDDS à**

MBE 168, 108 rue Damrémont  
75018 Paris

## Procès d'Outreau :

# La cruelle chasse aux sorcières du gouvernement a détruit des vies

Le 2 juillet, dix personnes étaient reconnues coupables par le jury du procès d'Outreau. L'affaire avait été présentée comme l'un des pires exemples de « réseaux pédophiles » depuis des décennies ; mais ce que le procès a vraiment montré, c'est la malfaisance et la persécution de la part de l'Etat bourgeois. Sept personnes ont été acquittées après avoir passé des mois ou des années derrière les barreaux. Six personnes ont été condamnées alors même que le procès avait montré que la seule preuve contre elles était une totale fabrication. Parmi elles il y a Franck Lavier, condamné à six ans de prison et relâché après 36 mois derrière les barreaux, et Dominique Wiel, condamné à sept ans et également relâché sous caution la même semaine. Ils restent tous deux sous contrôle judiciaire et restreints dans leurs mouvements. Leur procès en appel n'aura lieu qu'au printemps 2005, ce qui prolonge encore davantage ce qui constitue déjà pour ces deux hommes une condamnation à une vie de souffrance humaine. Comme les onze autres adultes faussement accusés dans cette chasse aux sorcières menée par l'Etat, ils ont, depuis le premier jour, clamé leur innocence face à toutes les accusations de viol et d'abus sexuels envers des enfants. Cette affaire, qui a pour théâtre une cité ouvrière pauvre d'Outreau, a cruellement brisé tellement de vies et en particulier celles des enfants qui en sont au centre.

Nous ne savons tout simplement pas ce qui s'est réellement passé à Outreau. Il se peut que d'affreux crimes aient été commis ou qu'absolument rien ne se soit passé. Toute possibilité de découvrir ce qui s'est ou non passé a été détruite. Tout cela était, dès le départ, subordonné à une campagne gouvernementale visant à renforcer la mise au pas de la population par l'Etat bourgeois et à détourner l'attention de la vraie brutalité de la vie dans cette société malade, infâme et arriérée. Une chose qui était claire dans ce procès qui a duré neuf semaines, c'était comment les enfants ont été manipulés sans répit par l'Etat capitaliste et son système judiciaire, dès l'instant où l'Etat s'en est mêlé pour soi-disant les « protéger ». Sans parler des vies détruites chez ceux qui étaient faussement accusés dans une affaire où revenaient des histoires manifestement inventées de zoophilie avec un berger allemand appelé « Hitler » ainsi que des rapports sexuels avec des cochons et des moutons ; des histoires de baguettes fournies par la boulangère accusée, qui auraient été utilisées dans des séances sexuelles avant d'être mangées au déjeuner ; des réseaux de vidéos porno, le tourisme sexuel et le meurtre d'enfants. L'un des accusés, François Mourmand, père de sept enfants, s'est suicidé après avoir passé dix-sept mois en prison. Alain Marécaux a aussi tenté de se suicider et a failli mourir après une grève de la faim de 93 jours. Sa relation avec sa femme, également accusée de viol, a été aussi détruite, tout comme tant d'autres relations. Quand on lui a demandé qui elle rendait responsable, Christine Martel, la femme de Pierre Martel, le chauffeur de taxi accusé d'avoir transporté les enfants en Belgique pour des rapports « pédophiles », disait : « Vous réalisez que cela



M. Rosereau

Franck Lavier retrouve sa femme le 22 juillet. Il a passé trois ans en prison avant son procès, et reste condamné en attendant son procès en appel.

aurait pu arriver à n'importe qui d'entre nous. [...] Je ne blâme pas vraiment Badaoui (Myriam Delay), je blâme le système judiciaire et le magistrat instructeur [...]» (*l'Observer* [Londres], 23 mai 2004).

Ce sont les enseignants des enfants Delay et des assistantes sociales qui ont, les premiers, rapporté ce qu'ils considéraient comme un « comportement sexuel étrange » et qui ont déclenché cette croisade de l'Etat contre la « pédophilie », qui a commencé sous le gouvernement Jospin et a été continuée par Chirac/Sarkozy. En tout, jusqu'à dix-sept enfants ont été arrachés à leurs parents, depuis début mars 2001, et remis à des familles d'accueil ou des orphelinats d'Etat. Beaucoup d'entre eux étaient enlevés à leur famille à l'aube et remis aux commissariats de police où ils étaient soumis non à des heures mais littéralement à des *années* d'interrogatoires et de suggestions de la part des policiers et d'« experts » psychologues. Cela a pris trois ans avant que l'affaire soit même portée au tribunal et ça continue toujours.

L'Etat prétend que les enfants étaient victimes d'un « réseau sexuel pédophile » franco-belge, mais le procès a révélé qu'il n'avait jamais existé. De plus, les médecins n'ont trouvé de preuve médicale d'abus sexuel chez aucun des enfants examinés. Le témoignage à charge donné par les psychologues qui, à l'ouverture du procès présentaient tous les enfants comme des témoins « crédibles », est également parti en fumée dans les semaines qui ont suivi. L'une des « experts » a raconté comment elle avait demandé à l'un des enfants de dessiner quelque chose indiquant la peur. L'enfant a fait le dessin d'une grande araignée rouge avec ce qu'elle décrivait comme « des pattes menaçantes et poilues ». Pour cette experte, c'était là un « indicateur de sexualisation » (*le Figaro*, 22 juin). Un deuxième psychologue a déclaré au tri-

bunal que les questions qui avaient été initialement posées aux enfants par la police étaient « tendancieuses, très orientées ». Un autre a soumis deux diagnostics écrits sur la même enfant, la déclarant crédible dans l'un le 15 février 2002 et non crédible dans l'autre le 5 mars 2002 (*le Figaro*, 5-6 juin). Et enfin un autre psychologue racontait comment, à peine un mois avant le début du procès, les enfants Delay lui avaient déclaré qu'ils avaient accusé certains des prévenus parce que leur mère le leur avait demandé (*le Figaro*, 2 juillet). Tout compte fait il s'agissait d'une série d'incohérences et de manipulations de preuves, présentées de la façon la plus crûment épouvantable, livrées cruellement et ironiquement au public par l'Etat capitaliste comme une campagne pour protéger les vulnérables. Les paroles de Karine Duchochoy, l'une des jeunes femmes faussement accusées, à sa sortie de prison, étaient particulièrement poignantes : « Toute la vérité est sortie, c'est fini. Je vais retrouver mon petit garçon. Ça fait trois ans qu'ils me l'ont pris et je n'avais rien fait » (*l'Observer* [Londres], 23 mai). Tout aussi douloureux étaient les interrogatoires contradictoires au tribunal de l'un des aînés Delay, fustigé et attaqué aussi bien par le procureur que par la défense, qui l'accusaient de manquer de coopération et de montrer de l'obstination ainsi que de l'agressivité. Guère surprenant.

L'affaire d'Outreau a tous les traits d'autres frénésies anti-« pédophiles » similaires à travers l'Europe, qui ont maintenant été discréditées. En Grande-Bretagne, au début des années 1990, il y a eu une avalanche de telles affaires, dont une dans les îles Orcades, au large de l'Ecosse. Là, neuf enfants ont été saisis, en 1991, par l'Etat et les assistantes sociales qui ont essayé de leur faire inventer d'épouvantables histoires d'abus rituels « sataniques ». Là aussi, aucune preuve d'abus sexuel n'a été trouvée sur aucun des enfants et sept d'entre eux ont nié avec véhémence tout abus de quelque nature. L'affaire a été rejetée par le tribunal au deuxième jour, considérant que la « preuve » était irrémédiablement défectueuse. Le juge a dit que les enfants avaient été « soumis à des interrogatoires contradictoires cherchant à les casser pour qu'ils avouent avoir été abusés ».

L'intention de ces chasses aux sorcières modernes est d'instiller la peur et l'insécurité à grande échelle, utilisées autant par les gouvernements de « gauche » que de droite pour justifier l'introduction de pouvoirs d'Etat plus étendus et de lois encore plus draconiennes contre les libertés civiles. La classe dirigeante capitaliste cherche à habituer ceux qu'elle exploite quotidiennement – la classe ouvrière – à la limitation de leurs droits démocratiques et à les mettre au pas dans le but d'étouffer à l'avance leur lutte sociale et politique. Ces poursuites n'ont absolument rien à voir avec la protection des enfants, provenant des mêmes gouvernements qui ont littéralement tué des centaines de milliers d'enfants en Irak avec leurs sanctions commerciales meurtrières, qui enferment les enfants des sans-papiers dans les camps de rétention, qui bientôt vont refuser l'instruction publique aux jeunes musulmanes portant le voile islamique, et qui, plus généralement, sont en train de faire des coupes sombres dans les budgets de l'éducation et de la santé. L'une des nouvelles lois en train d'être introduites dans le sillage de cette croisade antisexe menée au nom des « valeurs familiales » est le nouveau « fichier des délinquants sexuels » qui sera lancé cet automne. Dans d'autres pays tels que la Grande-Bretagne où des « fichiers » sur les affaires de sexe existent, les enfants qui jouent à se courir après et s'embrasser ou qui se donnent des câlins et des bisous sont dûment enregistrés, notamment

quand un instituteur ou une assistante sociale juge leur comportement « étrange ». Ils resteront, leur vie durant, sur ces listes de soi-disant délinquants sexuels. Il est arrivé, lorsque la police a divulgué l'information sur certains de ceux qui figurent sur ces listes, que des meutes de lyncheurs se forment et sèment la terreur, blessant les gens et dans certains cas les poussant même au suicide. Une fois il y a quelques années, en Grande-Bretagne, une pédiatre a été attaquée par une meute de brutes agissant sous l'influence de l'hystérie anti-« pédophile » attisée par le gouvernement. La mise en place des « fichiers des délinquants sexuels » est également utilisée en France pour faire de plus en plus accepter l'idée que la police puisse garder des dossiers permanents sur quelqu'un simplement parce qu'il a été « impliqué » dans une quelconque procédure judiciaire (que ce soit en tant que victime ou témoin, ou en cas de jugement que l'on ait été acquitté ou reconnu coupable), comme avec le nouveau dossier universel de police, le Stic (Système de traitement des infractions constatées).

La période actuelle est marquée par l'accroissement de l'austérité capitaliste, de la pauvreté et des attaques contre les acquis précédemment conquis par la classe ouvrière (comme contre le droit de grève et avec la privatisation d'EDF-GDF). Et c'est précisément à de tels moments que l'Etat cherche à multiplier les prétextes pour accroître son pouvoir policier et renforcer son appareil répressif. La croisade morale contre la « pédophilie » constitue l'un de ces prétextes tout comme la chasse aux sorcières raciste contre les soi-disant réseaux de terreur islamiste supposés se tapir dans chaque banlieue, prêts à frapper à tout moment les fondations et les valeurs de la société « française ». Delou Bouvier, ancien juge instructeur, remarquait au moment du procès d'Outreau que « Il y a des domaines qui sont presque sacrés, comme la pédophilie et le terrorisme, pour lesquels il ne peut y avoir présomption d'innocence » (*BBC News* en ligne, 2 juillet). Les deux campagnes cherchent à trouver des boucs émissaires automatiquement présentés comme la principale menace sur la sécurité individuelle. Dans le monde réel, c'est le système capitaliste qui broie la classe ouvrière quand les marges de profit de la bourgeoisie augmentent et la rejette dans le chômage et la misère quand elles diminuent. Ce système pourri offre à des jeunes de plus en plus nombreux, particulièrement ceux d'origine immigrée, un avenir peu enviable de chômage et de prison. La sœur de François Mourmand, qui s'est suicidé en attendant le procès de l'affaire d'Outreau, a bien qualifié le mépris de la classe capitaliste et de ses procureurs envers les pauvres et les ouvriers en général : « Nous ne sommes que de petites gens à côté d'eux, avec des vies sans valeur » (*l'Observer* [Londres], 23 mai).

En tant que marxistes, nous traitons les questions sociales telles que la « pédophilie » précisément parce qu'elles sont politisées par la bourgeoisie qui cherche à renforcer son autorité et son pouvoir. La pédophilie signifie le désir sexuel envers les enfants et il est monstrueux de la comparer, comme le fait le gouvernement, aux horribles meurtres et viols d'enfants, tels que dans l'affaire Dutroux en Belgique. Faire cette comparaison revient à accepter les principaux éléments de cette croisade moraliste menée au nom des « valeurs familiales » selon lesquels toute relation sexuelle autre que dans le cadre de la monogamie hétérosexuelle (« un homme et une femme pour la vie ») est « déviante » et « dangereuse ». Le seul principe qui devrait présider à toute rela-

Suite page 19

# La classe ouvrière québécoise en lutte

L'article ci-dessous est traduit de Spartacis Canada n° 140, printemps 2004.

\* \* \*

Lorsque le gouvernement libéral archi-fédéraliste de Jean Charest a été élu au Québec en avril [2003], les politiciens et chroniqueurs « spécialisés » sur le Québec au Canada anglais se sont empressés d'annoncer la « mort du séparatisme ». Pourtant, à peine quelques mois plus tard, le pays était de nouveau secoué par les antagonismes nationaux – chauvinisme anti-Français répugnant au Canada anglais alimentant une montée bien prévisible du sentiment indépendantiste au Québec. Dans le contexte de la série de scandales sur la corruption des « commandites », où les Libéraux au

niveau fédéral ont vu leurs tractations pour « l'unité nationale » (anti-« séparatiste ») leur éclater à la figure, les attaques d'austérité de Charest ont provoqué les plus grandes mobilisations ouvrières au Québec depuis vingt ans. Tout cela a aussi redonné de la crédibilité au Parti québécois (PQ), qui venait juste de subir une défaite aux élections. Même avant la récente salve de chauvinisme anti-Français, dont les élucubrations de Don Cherry [l'analyste des matchs de hockey à la télé] et les « blagues » chauvines de Conan O'Brien [animateur de télévision américain alors de passage à Toronto] étaient les exemples les plus remarquables, les sondages indiquaient déjà que l'appui à la souveraineté du Québec était remonté à 47 %.

Les Libéraux de Charest, après avoir chassé le gouvernement péquiste [du PQ] sur la base de vagues promesses de « changement » et de baisses d'impôt, ont pris sur eux de faire la « réingénierie » de la société québécoise. Appuyés par le Conseil du patronat, ils cherchent en fait à effacer plusieurs des acquis gagnés de chaude lutte par la classe ouvrière québécoise depuis la « Révolution tranquille » des années 1960-début 1970, période de réformes modernisatrices et de conflits sociaux explosifs.

En décembre, le gouvernement Charest passait donc toute une série de lois qui s'attaquaient aux droits des travailleurs de garder leur représentation syndicale lorsqu'ils sont employés en « sous-traitance », interdisaient purement et simplement la représentation syndicale entre autres pour les travailleurs gardant des enfants à domicile et mettaient fin au programme universel de garderies à cinq dollars par jour du Parti québécois. Les chefs syndicaux ont bien demandé à



Didier Debusschère

Des travailleurs manifestent devant l'Assemblée nationale du Québec contre les coupes sombres d'austérité libérale, face à la police anti-émeute.

**Le mot d'ordre d'unité nationale  
canadienne alimente en fait  
le chauvinisme anti-québécois**

combattirent des fermetures d'usines et des mises à pied, y compris par des actions combatives comme l'occupation de la fonderie d'Alcan à Jonquière. La grève frappe même depuis plusieurs mois les salons funéraires Urgel Bourgie. Henri Massé, chef de la FTQ, la plus grosse centrale syndicale du Québec, notait : « Je n'ai pas vu du monde choqué de même [des gens aussi fâchés] à la FTQ depuis 1972 » (*Le Devoir*, 12 décembre 2003). 1972, c'est l'année des deux grèves générales successives au Québec, dont l'une, en mai, vit des villes entières passer sous le contrôle des syndiqués.

La colère des travailleurs culmina le 11 décembre dernier en une « journée de perturbation ». Les trois plus grands ports – Montréal, Québec et Trois-Rivières – furent fermés par des piquets de grève de masse. Les transports en commun furent perturbés à Montréal, à Québec et ailleurs et le Saguenay fut coupé du reste du monde par des manifestants qui en bloquaient les deux principales autoroutes. Les travailleurs du port de Montréal démontrèrent aux flics anti-émeute la puissance du mouvement syndical en repoussant vaillamment leur attaque contre le piquet de grève. Interrogés par Radio Canada, plusieurs automobilistes pris dans les embouteillages avoisinants exprimèrent malgré tout leur soutien aux grévistes et/ou à leurs revendications.

En fait, la colère était si répandue qu'Henri Massé lui-même dut intervenir pour empêcher les manifestants d'envahir l'Assemblée nationale lors de la manifestation du 15 décembre. Massé et les autres dirigeants traités des syndicats, comme toujours loyaux serviteurs de « Québec Inc. » et du Parti québécois nationaliste, ont tout fait en leur pouvoir pour contenir la colère des travailleurs, en appelant plutôt au

Charest de ralentir la cadence et de faire « de la consultation » mais en vain : les Libéraux sont quand même allés de l'avant et la colère des travailleurs a explosé.

Au cours des derniers mois de 2003, syndicalistes, parents salariés, activistes communautaires et bien d'autres descendaient dans la rue par centaines de milliers dans toute une série de manifestations, d'occupations de locaux et de grèves. Les locaux de plusieurs politiciens libéraux furent ainsi occupés et « redécorés » et des dizaines de milliers de personnes manifestèrent devant l'Assemblée nationale du Québec et ailleurs en province malgré un froid glacial. Dans les régions industrielles éloignées du Saguenay et de la Gaspésie, les ouvriers

retour à la « concertation » entre patrons, gouvernement et syndicats, typique de l'époque du PQ au pouvoir. Le soutien des chefs syndicaux au PQ anti-ouvrier et leurs appels aux employeurs québécois « raisonnables » représentent autant d'obstacles à des mobilisations victorieuses de la classe ouvrière contre les attaques patronales – que celles-ci viennent du gouvernement Charest de droite ou de celui du PQ, comme lors de la grève des infirmières en 1999.

### Attaques contre les acquis des femmes au Québec

C'est lorsqu'il s'est attaqué au système de garderies à cinq dollars que Charest a provoqué l'indignation la plus profonde. Les Libéraux ont bien essayé de monter les parents les plus démunis contre les travailleurs de garderies en grève mais, bien pris qui croyait prendre, au lieu de cela à midi le 11 décembre à Montréal, des milliers de manifestants amenèrent leurs enfants participer à une marche de 30 000 personnes, en appui à ces travailleurs et travailleuses horriblement mal-payés et surmenés. Les femmes sont également celles qui sont principalement visées par les lois sur la « soustraction » de Charest, qui est particulièrement répandue dans les secteurs comme les cafétérias et l'entretien, où la main-d'œuvre féminine est surreprésentée.

Au Québec, la défense du droit des femmes est une question explosive. L'objectif principal de la « Révolution tranquille » avait été bien sûr de forger une bourgeoisie québécoise, qui contrôle elle-même l'économie du Québec, et qui détrône la vieille *upper class* de Westmount. Mais, pour ce faire, la bourgeoisie québécoise a dû faire de très importantes concessions au mouvement ouvrier, particulièrement dans le secteur public – composé, lui, en grande partie de *travailleuses*. Il lui a fallu aussi casser l'omnipotence de l'Eglise catholique, anti-femmes et proche alliée des vieux dirigeants anglais.

Les femmes ont depuis arraché des acquis importants. Le Québec fut le premier endroit au Canada où l'avortement fut légalisé. Entre les années 1950 et aujourd'hui, le taux de natalité y est passé de l'un des plus élevés à l'un des plus bas au monde. Le taux des mariages est extrêmement bas par rapport au reste de l'Amérique du Nord, les jeunes d'aujourd'hui ne voyant de toute évidence pas pourquoi ils auraient besoin de l'Eglise ou de l'Etat pour « sanctifier » leurs relations privées. Les gays ont aussi gagné des luttes, y

compris la première décision en cour légalisant les mariages homosexuels. Les femmes constituent une très grande proportion de la main-d'œuvre et il y a plus d'étudiantes que d'étudiants dans les cégeps [collèges pré-universitaires et techniques] et les universités.

Les partis politiques au Québec font donc facilement de la démagogie « féministe », surtout en période électorale. C'est particulièrement vrai pour le PQ, qui aime se donner des airs plus « progressistes ». Son programme de garderies à cinq dollars par jour, promis pendant longtemps et finalement mis en œuvre en 1997, l'a aidé à se faire réélire un an plus tard. Le financement en était misérable et les places en garderie toujours difficiles à trouver (et non disponibles en dehors des heures dites « régulières ») mais, tout de même, il s'agissait là d'une réforme positive pour les parents à bas revenus, en particulier les mères célibataires. L'augmentation (et probablement pas la dernière) à sept dollars imposée par Charest et son intention de jeter les enfants dehors s'ils n'ont pas assez d'heures de présence par semaine (un coup particulièrement dur pour les immigrantes qui ne peuvent souvent se trouver que du travail à temps partiel) ont provoqué une rage énorme.

Nous nous opposons aux mesures de régression sociale de Charest contre les garderies à un prix abordable. Cependant, tout en défendant tous les acquis obtenus par les femmes sous ce système capitaliste oppressif, nous expliquons que ces réformes ne sont que partielles et qu'elles peuvent être renversées. Le problème fondamental, c'est aussi qu'elles ne peuvent pas mettre fin au rôle réactionnaire de la famille bourgeoise. Cette institution oppressive réduit, entre autres, des tâches essentielles à la société comme celles d'élever les enfants, cuisiner et nettoyer à un « travail des femmes » fait au foyer. Seule la destruction du système capitaliste peut jeter les bases nécessaires à l'élimination de l'oppression de la femme, y compris en *socialisant* les tâches ménagères, par l'entremise de garderies, de cuisines communautaires, etc. Nous luttons pour des garderies gratuites ouvertes 24 heures sur 24 et disponibles à tous et à toutes (et pas seulement pour des raisons de travail – on doit avoir le droit à une pause sans les enfants à n'importe quel moment !) **Libération des femmes par la révolution socialiste !**

### La lutte des classes et la question nationale québécoise

Loin de mobiliser en solidarité avec le mouvement ouvrier québécois, les chefs syndicaux canadiens anglais et le NPD [Nouveau parti démocratique, social-démocrate], évitent plutôt la question ou, pire encore, se font l'écho de la campagne d'Ottawa contre les « séparatistes ». Le NPD s'est fait le promoteur actif de l'« unité nationale » réactionnaire, collaborant intimement avec Libéraux et Conservateurs pour faire échouer le référendum de 1995 sur la souveraineté. Quatre ans plus tard, ces mêmes néo-démocrates appuyaient la Loi sur la Clarté de Jean Chrétien [l'ancien Premier ministre canadien] qui était une justification « légale » pour l'utilisation de la force militaire contre le Québec dans l'éventualité d'une victoire pour l'indépendance du Québec au référendum. Aujourd'hui, Gary Doer, Premier ministre NPD du Manitoba, se plaint que Paul Martin [nouveau Premier ministre canadien] est trop « ambivalent » envers le Québec, y compris parce que ce dernier avait hésité à appuyer sans réserve la Loi sur la Clarté (*Toronto Star*, 16 février).

Quant aux bureaucrates du Congrès du travail du Canada [principale confédération syndicale du pays], ils dénonçaient,

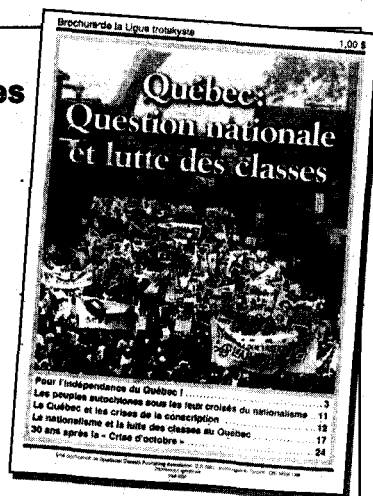
#### Collection d'articles sur la question nationale au Québec

##### Commande en France :

Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10

##### ou au Canada :

SCPA, C.P. 6867,  
succursale A, Toronto,  
Ontario M5W 1X6



1 EUR / 1 \$Can  
(32 pages)



en plein milieu de la grève générale de 1972, quiconque appuyait la « destruction de la Confédération » ou cherchait à « renverser un gouvernement démocratiquement élu ». C'est ce chauvinisme émanant des sociaux-démocrates et des bureaucrates syndicaux du Canada anglais qui a, plus que toute autre chose, alimenté l'appui des travailleurs québécois au nationalisme bourgeois anti-ouvrier du PQ et du Bloc québécois.

Comme nous le disions peu avant le référendum de 1995, où nous avons appelé à voter « oui » :

« L'existence de deux nations séparées de plus en plus différentes, dont l'une opprime l'autre, continue de dessiner le paysage politique de ce pays et a affreusement sapé les luttes de la classe ouvrière. [...] Le confinement forcé du Québec à l'intérieur du Canada a empoisonné les rapports entre les travailleurs canadiens anglais et québécois. Seul un Québec indépendant peut permettre de montrer aux travailleurs de chaque nation que leurs ennemis sont leurs dirigeants capitalistes respectifs et non les travailleurs de l'autre nation. »

- « Pour l'indépendance du Québec ! », *Spartacist Canada* n° 105, septembre-octobre 1995 (reproduit dans *Spartacist* édition française n° 29, été 1996)

Les Libéraux de Chrétien, après avoir « gagné » le référendum de justesse grâce au chantage économique et à l'intimidation militaire, se promirent de « résoudre » la question nationale en utilisant la carotte et le bâton. La Loi sur la Clarté c'était le bâton. Quant à la carotte, ce fut l'attribution de millions de dollars gouvernementaux à diverses agences « de publicité » liées aux Libéraux pour qu'elles fassent la « promotion » du Canada en plantant des petits drapeaux à la feuille d'érable dans tout le Québec, dans divers événements « chasse et pêche » et autres courses de voitures au moteur trafiqué ; ou simplement pour transférer des fonds entre diverses agences fédérales et sociétés de la couronne [entreprises d'Etat telles que la Poste]. Cet argent était ensuite « récupéré » sous forme de dons généreux au Parti libéral fédéral au Québec, qui était en faillite et qui ne pouvait pas recruter assez de membres pour se financer. Toutes ces affaires de « commandites » ont à leur tour alimenté une dénigrement systématique du Québec, en particulier dans l'ouest canadien et dans l'Ontario rural. La réflexion de Joe Comuzzi, ministre d'Etat et député libéral de Thunder Bay, déclarant « je suppose que c'est comme ça qu'ils font de la politique là-bas » en est un exemple typique.

Plutôt, c'est bien comme ça que les bonzes du Parti libéral au Québec – bien connus pour leurs magouilles et la corruption qui les suit partout – « font de la politique ». Ils vendent au prix fort les services qu'ils rendent en aidant à opprimer leur propre peuple. (Nous ne savons pas quels liens l'ancien ministre des Travaux publics Alfonso Gagliano entretenait avec la mafia, s'il y en avait, mais souvenons-nous que l'une des formations « pro-canadiennes » les mieux organisées au Québec a en fait longtemps été... les Hells Angels.)

## La gauche québécoise à un tournant

Beaucoup d'ouvriers et de jeunes militants de gauche reconnaissent que le PQ, qui a attaqué les travailleurs et les pauvres de façon répétée durant ses années au gouvernement, n'est pas une solution. Mais quelles sont les alternatives ? D'un côté, des petits bureaucrates syndicaux et des groupes de gauche réformistes, dont le Parti communiste et les pseudos-trotskyistes de Gauche socialiste, se sont regroupés dans l'Union des forces progressistes (UFP), cherchant à bâtir une formation social-démocrate nationaliste à la gauche du PQ. La plate-forme de l'UFP est remplie d'absurdités réformistes sur le « Rééquilibrage des revenus fiscaux entre les individus et les entreprises » et autres balivernes. Sa revendication suprême est l'établissement d'une « Constitution pour un Québec progressiste, républicain, laïc et démocratique », sans même une courbette hypocrite en direction du socialisme.

Puis il y a la nouvelle « extrême gauche » du Québec : les anarchistes et le PCR (CO) (Parti communiste révolutionnaire – Comités d'organisation) maoïste. Ces deux courants ont raison de rejeter le « réformisme » et le « nationalisme », tels qu'ils les comprennent. Mais, disant « noir » là où PQ et UFP disent « blanc », ces groupes se contentent de balayer la question de l'oppression nationale du Québec du revers de la main et refusent d'appeler à l'indépendance, qu'ils accusent de « semer la division » et même d'être « réactionnaire ».

Une telle attitude les condamne, au mieux, à demeurer sans influence réelle dans le mouvement ouvrier québécois. Au pire, ça peut devenir une voie pour capituler directement à la bourgeoisie canadienne anglaise. C'est exactement ce qui était arrivé au mouvement maoïste québécois, jadis influent avec ses milliers d'adhérents dans les années 1970. Le plus grand de ces groupes, le Parti communiste ouvrier, finit en fait par appeler à renforcer l'armée canadienne contre les États-Unis et l'Union soviétique « social-impérialiste » – cette même armée qu'on avait déployée pour réprimer la gauche nationaliste québécoise durant la « crise d'Octobre » de 1970.

Maintenant, le PCR (CO) dit : « Lutter pour la paix sociale ? Non ! Pour en finir avec le capital ? Oui ! » (*Drapeau rouge*, décembre-janvier 2004). Les anarchistes regroupés autour du journal *le Trouble* et la Fédération des anarchistes-communistes du Nord Est (NEFAC) appellent eux à des « Luites de classes... avant la paix sociale » (décembre 2003). Ces deux groupes ont raison d'accuser le PQ et ses sbires dans la bureaucratie syndicale d'être les ennemis des travailleurs et d'affirmer qu'on a besoin d'une alternative à ces dirigeants traîtres. Mais ni l'un ni l'autre ne peut répondre à la question : *comment* fait-on rompre la classe ouvrière avec de tels dirigeants pourris et comment la gagne-t-on à la lutte pour la révolution anti-capitaliste ?

*Le Trouble* « rejette la nation comme pôle de ralliement

Suite page 21

### Pour contacter la Ligue trotskyste :

<b>Paris</b>	<b>Rouen</b>
Le Bolchévik	Le Bolchévik
BP 135 -10	BP 240
75463 Paris Cedex 10	76003 Rouen Cedex 1
Tél : 01 42 08 01 49	Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : [ltf@webmails.com](mailto:ltf@webmails.com)

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

**Spartacist Canada Publishing Association**

C.P. 6867, succursale A, Toronto,  
Ontario M5W 1X6, Canada

tél. : (416) 593-4138 e-mail : [spartcan@on.aibn.com](mailto:spartcan@on.aibn.com)

## Marché de dupes en Ukraine

# Le CIO taaffiste : des barricades d'Elsine aux écuries d'Augias

Il y a jusqu'à dix organisations soi-disant révolutionnaires dans le monde entier qui se sont targuées pendant plusieurs années d'avoir une prétendue « section » ukrainienne. En juillet 2003, les affiliés ukrainiens de ces internationales frauduleuses sont partis en fumée. La section ukrainienne du Comité pour une internationale ouvrière (CIO, dont la section française est la Gauche révolutionnaire) de Peter Taaffe, basé à Londres, est dirigée par un certain Oleg Vernik. Il s'est avéré que cette section avait organisé une arnaque cynique pour soutirer de l'argent à ces groupes en prétendant simultanément être leur « section » ukrainienne à tous (voir « Con Artists Get Conned - Chickens Come Home to Roost in Kiev » [Des escrocs se font escroquer - Qui sème le vent récolte la tempête à Kiev], *Workers Vanguard* n° 808, 29 août 2003, et « IG's Potemkin Village Idiocy Ad Absurdum » [L'idiotie ad absurdum du Village Potemkine de l'IG], *Workers Vanguard* n° 828, 11 juin). La direction du CIO proteste qu'elle ne porte aucune responsabilité dans cette entourloupe. Mais étant donné son ampleur et son aveuglante visibilité aux yeux de la gauche russe et ukrainienne, cette opération aurait été **impossible**, sauf si dans les bureaux de Londres de Peter Taaffe, on regardait dans la direction opposée.

Maintenant, la direction du CIO s'attelle à contrôler les dégâts, en admettant ce qu'elle se sent obligée d'admettre – et pas un poil de plus. Une « Déclaration du Secrétariat international du CIO sur l'organisation ukrainienne », datée du 29 août 2003, informait les groupes escroqués que six des escrocs avaient été exclus du CIO. Quant aux autres, la déclaration affirmait que « dans les rangs de l'organisation ukrainienne, se trouvent de très bons camarades dont certains ont donné leur accord aux méthodes malhonnêtes » ! Oleg Vernik lui-même a simplement été suspendu, et la question de son exclusion sera soumise à l'avis de la prochaine réunion du comité exécutif (CEI). A notre connaissance, aucune autre information n'a été fournie par le CIO sur leur relation actuelle avec Vernik.

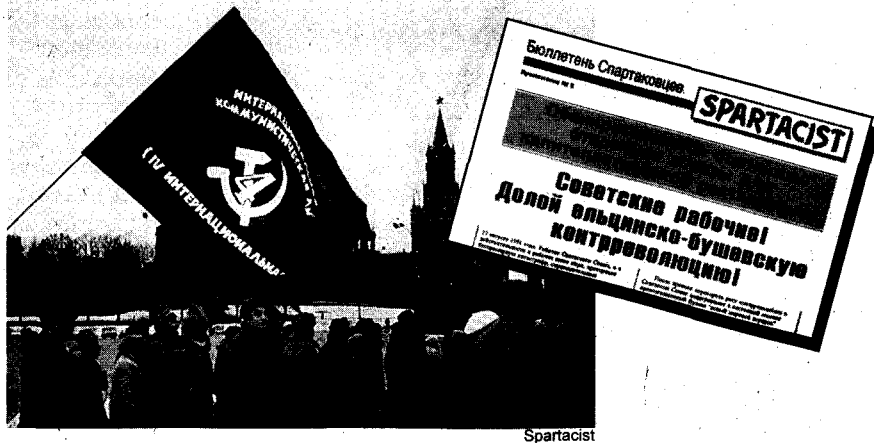
Le CIO espérait clairement tenir leur organisation russe à l'abri des regards et l'a même intimée à participer au nettoyage de leur linge sale à Kiev. Mais un dirigeant du groupe du CIO à Moscou, Ilya Boudraïtskis, était désigné par trois groupes – la League for the Revolutionary Party (LRP), l'International Bolshevik Tendency (BT) et, à ce qu'il paraît, l'Internationalist Group (IG) – comme étant un des escrocs. La BT a, depuis, posté sur Internet une déclaration adoptée par le CEI du CIO à sa réunion du 19 au 24 novembre 2003, qui admettait que Boudraïtskis s'était vraiment présenté à la LRP, la BT et la Ligue pour une Cinquième Internationale de Workers Power comme un membre de son groupe présumé à Kiev. Assurant au monde entier

que Boudraïtskis « n'était pas motivé par un quelconque appât du gain » et qu'il s'est dévoué « à construire le CIO sur la base de principes », ils ont annoncé qu'il a été écarté des organes dirigeants du CIO russe pendant au moins six mois.

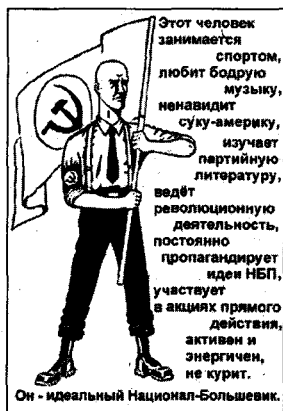
L'attitude véritable des taaffistes russes – le cynisme le plus complet – s'exprime sur leur site Web où ils ont poursuivi un dialogue avec ceux qui les critiquent quant à la façon avec laquelle ils ont traité de ce scandale. A un des critiques qui protestait, « Vous avez tort de penser que les gens vont bientôt oublier », celui qui gère le site répondait « Nous nous fichons complètement de qui va oublier ou se souvenir de quoi et où ». Il poursuivait : « Personne hormis les tocards ne s'intéresse au sort des "militants socialistes de la BT" et de leur engeance. Après tout, ils se voyaient comme les plus intelligents, les plus évolués – donc, ils n'ont eu que ce que leur intelligence et leur niveau de développement valaient. » Lorsque leur critique insista pour « connaître votre position sur le CIO ukrainien », le gérant du site répondit : « Sur quelle base exigés-tu des comptes de notre part ? Ceci est une affaire interne au CIO ».

### Le CIO sur les barricades d'Elsine

La corruption des sections ukrainienne et russe du CIO s'est développée sur la scène particulièrement réactionnaire de l'ex-URSS de l'après contre-révolution. Nous, à la Ligue communiste internationale, nous sommes battus jusqu'au bout contre la contre-révolution capitaliste de 1989-1992 dans l'ancien bloc soviétique sur la base du programme de Trotsky (voir « Why We Fought to Defend the Soviet Union » [Pourquoi nous sommes nous battus pour défendre l'Union soviétique], *Workers Vanguard* n° 809 et n° 810, 12 et 26 septembre 2003). Un élément décisif de notre combat en URSS était de dénoncer sans fioriture l'avilissement par le CIO du trotskysme face à la contre-révolution.



Moscou, 1991 - La bannière de la LCI est levée lors d'une manifestation pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Le tract historique de la LCI, distribué en URSS en masse, proclamait : « Ouvriers soviétiques : balayez la contre-révolution de Bush-Elsine ! »



Spartacist

Moscou, 1998 - Les taaffistes ont accueilli les fascistes du Parti national-bolchévique à leur débat du Premier Mai. Représentation d'un membre « idéal » pour le PNB, modelé d'après les troupes de choc d'Hitler.

Ces jours-ci Peter Taaffe prétend que la Militant Tendency [ancien nom de la section britannique du CIO] s'est opposée au contre-coup d'Etat, pro-impérialiste, de Boris Eltsine en août 1991, qui a ouvert la période de contre-révolution déclarée, culminant par la création d'un Etat bourgeois et la restauration du pouvoir capitaliste. Dans une publication en ligne de 2002 intitulée *Militant's Real History* [La véritable histoire de Militant], Taaffe écrivait : « Nous avons publiquement pris nos distances par rapport aux partisans procapitalistes d'Eltsine, dont certains se sont précipités à la Maison Blanche de Moscou pour défendre leur héros. » Ceci est un mensonge. Ils étaient sur les barricades d'Eltsine devant la Maison Blanche. Leur journal, *Rabotchaya Demokratiya* (octobre 1991) titrait avec panache en première page : « Où nous étions », « Sur les barricades à Moscou... » « ...Et à Leningrad ». Ils écrivaient :

« J'ai participé à la lutte pour la démocratie. Je voudrais raconter comment tout ceci est arrivé, ce que j'ai vu de mes propres yeux.

« Le 19, lundi...

« Je suis allé à la Maison Blanche et j'ai aidé à construire les barricades autour du monument des martyrs de la Révolution de 1905.

« C'était symbolique que les barricades de la Révolution de 1905 s'étaient tenues à l'endroit même où la révolution de 1991 s'est dressée ! A la différence qu'à l'époque, la révolution avait été vaincue, alors que, maintenant, elle est victorieuse ! »

La Ligue communiste internationale s'est battue pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier soviétique et ses formes de propriété collectivisée. Dans notre déclaration d'août 1991, « Ouvriers soviétiques : Repoussez la contre-révolution de Bush-Eltsine ! » dont des dizaines de milliers d'exemplaires furent distribués dans toute l'Union soviétique, nous avons écrit que des mobilisations ouvrières auraient dû balayer la racaille contre-révolutionnaire qui se trouvait sur les barricades d'Eltsine, ce qui aurait ouvert la voie à la révolution politique prolétarienne pour se débarrasser des traîtres.

Les membres de la Militant Tendency de Taaffe ne se sont pas seulement contentés de monter sur les barricades d'Eltsine - où, de toute façon, ils n'étaient pas indispensables. Ils sont allés sur les usines, où ces traîtres de sociaux-démocrates ont essayé de tuer dans l'œuf des mobilisations ouvrières contre les « démocrates » d'Eltsine et de Bush :

« D'après les déclarations faites par le [Comité d'Etat pour l'état d'urgence, putschiste] il était clair qu'il agissait contre les soi-disant "démocrates", et cela créait le danger du soutien aux putschistes par les organisations ouvrières qui ne parta-

geaient pas les principes des "démocrates" - le règne de la propriété privée et le pouvoir capitaliste. Et c'est exactement ce qui s'est passé. Certaines organisations ouvrières s'apprétaient à envoyer leurs salutations de bienvenue et dans plusieurs usines, les ouvriers ont même tenté d'organiser des détachements de défense en soutien aux putschistes.

« Dès le matin, tous nos membres ont expliqué aux ouvriers sur leurs lieux de travail que la position du Comité d'Etat pour l'état d'urgence ne coïncidait pas avec leurs intérêts. De plus, ils se sont mis en liaison avec des militants ouvriers d'autres organisations afin d'empêcher toute action irréfléchie. »

- « Où nous étions »

L'impulsion de ces ouvriers était largement meilleure que celle de la Militant Tendency, dont le soutien à Eltsine la mettait dans le même camp que toutes les puissances impérialistes de la planète. Malheureusement, les bureaucrates encroûtés du « Comité d'Etat pour l'état d'urgence » putschiste ont cherché à empêcher les ouvriers à mobiliser contre Eltsine parce qu'eux aussi soutenaient un programme de restauration capitaliste et ne voulaient en aucun cas se mettre à dos les puissances impérialistes. Comme le faisait remarquer notre déclaration d'août 1991, les ouvriers soviétiques ayant une conscience de classe qui comprenaient la nécessité urgente de stopper les forces de la restauration capitaliste, se seraient retrouvés contre Eltsine mais aussi n'auraient eu aucune illusion dans le comité anti-Eltsine. En référence à un appel à former des milices ouvrières dans le but de préserver la propriété socialisée en solidarité avec le « Comité d'Etat pour l'état d'urgence », lancé par une conférence ouvrière qui avait été appelée le mois précédent par les délégués de 400 grosses usines de la région de Moscou, nous écrivions : « Appeler à des milices ouvrières pour écraser les manifestations pro-Eltsine contre-révolutionnaires était certainement approprié. Mais si le Comité d'urgence avait consolidé son pouvoir, il aurait tenté de désarmer de telles milices ouvrières, qui autrement auraient inévitablement et rapidement échappé à son contrôle politique. La dernière chose que ces staliniens dégénérés voulaient voir, c'est la mobilisation indépendante de la classe ouvrière. »

Nous avons lutté pour virer les traîtres staliniens au moyen d'une révolution politique ouvrière se basant sur la défense des acquis de la grande Révolution russe d'octobre 1917 que l'Union soviétique continuait à incarner malgré sa dégénérescence. L'opposition de Militant aux putschistes staliniens découlait directement de sa ligne selon laquelle tout, y compris la restauration capitaliste, était préférable au « totalitarisme stalinien ». Se retrouver dans le camp de la contre-révolution inspirée par l'impérialisme n'avait rien de nouveau pour cette organisation. Ils se sont opposés à l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan contre la réaction islamique soutenue par la CIA, ont salué le « syndicat » clérical et antisémite Solidarność en Pologne, qui avait cherché à détruire l'Etat ouvrier déformé polonais en 1981 et ont prôné la réunification capitaliste de l'Allemagne en 1989-1990 (voir la brochure spartaciste, *la Touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste* [1994]).

### De la contre-révolution « démocratique » au marais « rouge »-brun

Alors que la contre-révolution sociale capitaliste « démocratique » d'Eltsine provoquait l'effondrement économique du pays et le plongeait dans les massacres intercommunautaires, les nouvelles bandes capitalistes au pouvoir en Russie décrivaient de plus en plus ces horreurs comme une *dégradation nationale* infligée par les suspects habituels : les

étrangers, les Juifs, les minorités, etc. C'était la base idéologique pour l'émergence d'une coalition d'opposition « rouge »-brune qui regroupait tout, des fascistes à la soi-disant gauche en passant par des monarchistes. La Ligue communiste internationale a réagi à la montée de la vague fasciste en publiant un numéro de notre journal russe *Biuletten Spartakovtsev* traitant particulièrement du rôle d'un parti léniniste comme tribun du peuple, défendant les femmes, les homos, les Juifs, les minorités et les nationalités opprimées, toutes des cibles de la réaction médiévale revenant du passé obscurantiste de la Russie. Le groupe russe de Militant a nagé avec la vague fasciste, se mettant à la traîne du principal bastion de la coalition « rouge »-brune, le très mal-nommé Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF) qui était le plus grand parti de Russie.

Plus récemment, alors qu'il commentait sur les élections à la Douma (parlement) russe du 7 décembre 2003 au cours desquelles le KPRF avait subi une sévère défaite, Rob Jones du CIO publiait sur leur site Internet en langue anglaise : « Nous [...] avons appelé les ouvriers et les jeunes à ne donner de soutien à aucun des partis soutenus par le grand capital – y compris le PC – mais avons appelé les ouvriers à mettre sur pied leur propre organisation indépendante de classe, pour aider la lutte de la classe ouvrière » (« Victoire électorale du Parti de la Russie unie pro-Poutine », 10 décembre 2003).

C'est encore un autre mensonge. La véritable position des taaffistes russes, qui s'appellent actuellement « Résistance socialiste » est bien rendue dans leur déclaration en langue russe de juin 2003 intitulée « Elections parlementaires en Russie : l'orientation de Résistance socialiste ». Dans cette déclaration, les taaffistes russes se sont planqués derrière le fait qu'il y a deux niveaux de candidatures dans ces élections, un pour les partis et un pour les individus. Pour les candidatures de partis, ils ont déclaré qu'« il était absolument hors de question pour nous d'appeler à voter pour un parti » comme le KPRF, mais pour les candidatures individuelles ils ont soutenu l'élection des candidats « ouvriers » du KPRF : « Dans chaque région, une fois que les candidatures sont déposées, les candidats ouvriers (s'il y a de tels candidats) seront sélectionnés à partir des syndicats, du Parti du travail (PT) russe, le Parti ouvrier communiste russe (RKRP), le KPRF ou d'autres partis que Résistance socialiste soutiendra » (le gras est rajouté).

Leur déclaration révèle aussi que les taaffistes russes avaient pour règle de conduite de donner leur soutien (direct ou indirect) au KPRF :

« Au cours des élections précédentes à la Douma, en 1993 et 1998, notre mot d'ordre était "Pas une voix à la droite !" Cela voulait dire un appel à ne pas voter pour les partis bourgeois, c'est-à-dire de droite, et logiquement, de voter pour un parti de gauche. Mais comment déterminer quel parti est de gauche ? Nous avons répondu comme suit. Comme vous avez fait le choix conscient de ne pas voter pour les partis bourgeois, faites un deuxième choix conscient. Si vous croyez que le KPRF est un parti de gauche – votez pour lui. Ou mieux encore, adhérez-y et vérifiez si c'est vraiment le cas [...]. Nous-mêmes, après tout, n'avons aucune illusion dans ces partis : nous croyons qu'il faut voter pour un parti authentiquement ouvrier. Il n'y pas un tel parti ? Cela veut dire qu'il faut le construire. Mais aujourd'hui, dans la soi-disant gauche, il ne reste en fait qu'un seul parti – le KPRF » (le gras est rajouté).

Un soutien électoral au KPRF n'est pas une question tactique. Le KPRF est de l'autre côté de la ligne de classe. Depuis sa création en 1993, le KPRF a toujours été un parti complètement bourgeois, hostile aux actions de la classe

ouvrière. C'était le principal conduit pour détourner la colère envers la contre-révolution en direction du racisme et de l'antisémitisme – le « socialisme des imbéciles » – sur le terrain national et derrière les ambitions impériales russes à l'étranger. En octobre 1998, lorsque le dirigeant de premier plan du KPRF, le général Albert Makachov a déclaré plusieurs fois : « Je vais rafler tous les youpins et les envoyer dans l'au-delà ! », la Douma dominée par le KPRF a refusé même d'envisager de le réprimander. Lorsque le peuple tchéchène a de fait gagné son indépendance en vainquant Eltsine dans sa première guerre barbare de type colonial contre la Tchétchénie en 1994-1996, le KPRF était le fer de lance de l'opposition au traité de paix qualifié de déshonneur pour les ambitions impériales russes dans la région, le Caucase et l'Asie centrale. En 2001, le KPRF dirigeait déjà la plupart des régions russes, et en 1998, un membre du KPRF était le premier vice-Premier ministre dans le gouvernement d'Eltsine. Sur la liste des candidats du KPRF pour les élections de 2003 à la Douma, il y avait un milliardaire et 16 millionnaires, parmi eux on trouvait des magnats qui sont à la tête de Ioukos, le plus grand géant russe du pétrole de l'époque, y compris son ancien PDG, Sergeï Mouravlenko ! Tout ouvrier avec une conscience de classe n'aurait en aucun cas appelé à voter pour le méprisable et bourgeois KPRF.

### Le CIO en Ukraine et en Russie fricote avec les fascistes

L'adaptation des taaffistes au nationalisme russe populiste les a amenés au-delà de l'arène électorale du KPRF. Ils ont fait la cour et frayé avec des fascistes en Russie et en Ukraine ! Peter Taaffe proclame que le CIO dirige un mouvement contre les fascistes du Parti national-bolchévique (PNB) en Russie, car il sait à quel point sont scandaleux les véritables liens du CIO avec eux. Donc Taaffe se présente au monde sur Internet comme ayant été la cible du PNB qui aurait interrompu le discours qu'il a donné le Premier Mai 1998 à Moscou :

« Le CIO à cette époque était très impliqué dans une campagne antifasciste dont la principale cible était le soi-disant Parti national-bolchévique dirigé par Limonov – une organisation nationaliste réactionnaire qui attirait beaucoup de jeunes en utilisant des symboles apparemment de gauche et radicaux comme Che Guevara mais dont les principaux idéologues étaient fascistes. Par exemple, ils utilisent les brassards nazis, la seule différence étant qu'ils ont remplacé le svastika par la faucille et le marteau. Lorsque certains de ces groupes se sont présentés au meeting, le président a annoncé qu'ils ne seraient pas autorisés à parler. A la moitié du meeting, ils ont commencé à lancer des invectives, nous accusant d'être des Juifs. »

– Peter Taaffe, *Militant's Real History* [La véritable histoire de Militant]

En fait, le problème de Taaffe à ce meeting n'était pas avec le PNB mais plutôt avec le fait qu'un de nos camarades présents a dénoncé la présence des fascistes et que nous sommes sortis en signe de protestation. Le PNB était clairement invité. Comme nous l'avons noté dans notre article « Les travaillistes de "la petite Angleterre" donnent l'accolade aux fascistes russes » (*le Bolchévik* n° 147, automne 1998), le CIO avait distribué le Premier Mai 1998 un appel hideux dans *Levy Avangard*, le journal de son groupe russe, qui titrait « Comment comprendre le PNB ». Cet article à vomir fait appel aux fascistes : « Dans quel monde voulez-vous vivre, mon cher ami ? » Puis il exprime de « la pitié » pour ces fascistes qui veulent préserver « tout ce qui a la forme d'un svastika qui n'en finit pas de pivoter ». A ces fascistes qui veulent vivre dans « un monde d'Homme vrai, qui reconnaît la réalité », l'article conclut avec l'invitation :

« Pourquoi n'êtes-vous pas encore avec nous ? »

Taaffe conteste maintenant que nous les avons dénoncés pour avoir accueilli les fascistes à leur forum du Premier Mai 1998. Voici un témoignage indépendant de l'incident qui a été publié par un journal anarchiste :

« Une fois la réunion commencée, [G.] qui était présent en tant qu'invité (représentant une tendance trotskyste rivale, les "spartacistes") a commencé à exprimer ouvertement son indignation contre la présence dans la salle de membres du PNB. Les qualifiant de réactionnaires et de "semi-fascistes" (la seule chose qui n'était pas claire, c'était pourquoi seulement "semi"), il a déclaré qu'il quittait la salle, ne souhaitant pas être dans la même salle qu'eux. A notre grande surprise, la colère de l'assistahce ne s'est pas abattue sur les "natsbols" [nationaux-bolchéviques] mais sur la tête de celui qui "perturbait la paix". Sur le visage des trotskystes des autres tendances sont apparus des rictus et des "bon débarras" sarcastiques volèrent dans tous les sens ; Mark, le camarade de combat de l'historien Rogovin ("Comité internationale de la Quatrième Internationale" [northistes]) lança "Au revoir !" Un des "limonovistes" a clairement dit "youpin lépreux !" Il n'y a pas eu la moindre réaction par rapport à ça. Ni Chibanov ni Jones [dirigeants du CIO russe] n'ont protesté et ils ont réagi avec une complète indifférence au coup d'éclat des fascistes. Mais ensuite, lorsque [G.] est revenu dans la salle pour prendre quelques photos des nationaux-bolchéviques présents dans la salle, Shibanov a surgi et s'est précipité sur lui, voulant probablement s'emparer de la pellicule. Mais le "spartaciste" a quitté la réunion à temps. »

– Vladimir Sirogin, « Premier Mai à la trotskyste (Notes d'un témoin oculaire) », *Naperekor*, été 1998

Le meeting de mai 1998 n'était pas un incident isolé. L'année dernière, le CIO a poursuivi un dialogue continu avec le PNB sur une page de discussion du site Internet du CIO russe qui s'intitulait « Question d'un natsbol à des marxistes ». Lorsque le PNB a attaqué des taaffistes locaux à la manifestation commémorant la Révolution russe le 7 novembre 2003 dans la ville de Iaroslavl, le CIO russe a réagi en ouvrant encore un autre forum de discussion, « Questions à des membres du PNB ». A la recherche d'une trêve et cherchant à poursuivre la discussion en ligne, les taaffistes vont jusqu'à rassurer le PNB que « Nous n'allons pas commencer une quelconque guerre ».

Ceci est survenu au milieu d'une escalade d'attaques fascistes. A peine quelques jours après l'attaque du PNB contre les taaffistes, un foyer de la cité universitaire de l'Université Lumumba de Moscou était la proie des flammes (voir « Racism and Capitalist Counterrevolution – Moscow Foreign Student Dorm Fire Kills 43 » [Racisme et contre-révolution capitaliste – Un incendie dans une cité universitaire pour étudiants étrangers à Moscou fait 43 morts], *Workers Vanguard* n° 818, 23 janvier). Les étudiants n'arrêtaient pas de se faire attaquer par les skinheads, et beaucoup d'entre eux disent que ce sont les skinheads qui ont mis le feu.

Courir après les fascistes peut n'avoir rapporté aux taaffistes russes qu'humiliation et coups, mais le CIO ukrainien de « Workers Resistance » [Résistance ouvrière] (RS) a, lui, vraiment collaboré ouvertement avec les fascistes ! Le 15 février 2003, le jour de manifestations coordonnées au niveau international pour protester contre la guerre des Etats-Unis contre l'Irak, le CIO ukrainien a posté sur son site Web officiel une déclaration portant leur signature et, parmi d'autres, celle des fascistes de la Fraternité ukrainienne (Odessa) [Bratstvo]. Aucune ambiguïté ne plane sur la nature de ce groupe. Les taaffistes russes eux-mêmes, sur une page Web datée du 6 avril 2004, appellent Bratstvo « une organisation à caractère fasciste », l'équivalent ukrainien du Parti national-bolchévique russe.

## Sous les regards de l'Etat

L'impunité avec laquelle la franchise ukrainienne du CIO a pu poursuivre son escroquerie est très suspecte. L'Etat bourgeois russe et surtout celui d'Ukraine persécutent avec acharnement les mouvements d'opposition. Comme nous l'avons écrit, ceci est quelque chose dont nous avons fait directement l'expérience :

« Nous nous sommes battus jusque sur les dernières barricades contre la contre-révolution capitaliste de Bush-Eltine et nous avons lutté pour construire une véritable organisation en URSS. Et nous avons payé le prix. La bureaucratie du Kremlin et ensuite les régimes capitalistes qui l'ont remplacée savaient que la LCI, c'était du sérieux et ils ont mené avec acharnement une chasse aux sorcières contre nous. Nos camarades ont été arrêtés, terrorisés, attaqués et pourchassés par les fascistes ainsi que les stalinien. En 1992, Martha Philips, dirigeante principale de la station de Moscou de la LCI, a été assassinée à son poste ; les autorités ont fait de l'obstruction tandis que nous tentions en vain de découvrir qui l'avait tuée. En 1995, nous avons été réprimés et officiellement interdits de territoire en Ukraine. »

– « Con Artists Get Conned – Chickens Come Home to Roost in Kiev » [Des escrocs se font escroquer – Qui sème le vent récolte la tempête à Kiev], *Workers Vanguard* n° 808, 29 août 2003

La police politique ukrainienne a même été jusqu'à effectuer un autodafé d'un autre âge de l'édition russe de l'*Internationale communiste après Lénine*, de Trotsky, un livre que nous avions publié et diffusé en grande quantité à travers l'ex-URSS. La LCI a reçu des déclarations de solidarité contre notre interdiction de territoire d'Ukraine, d'endroits aussi éloignés que l'Afrique du Sud. Mais juste à côté, à Moscou, le CIO n'a rien dit et le silence de sa section ukrainienne était encore plus assourdissant.

Aujourd'hui, les services secrets ukrainiens s'y remettent. A part que cette fois-ci, ce ne sont pas les trotskystes de la LCI mais une obscure organisation de jeunesse « rouge »-brune à Odessa et Nikolaïev qui est accusée, entre autres choses, de comploter au renversement de l'ordre existant. Les onze citoyens russes et ukrainiens embarqués en décembre 2002 [par la police] ont subi des tortures tellement horribles que quatre d'entre eux ont tenté de se suicider et un autre est mort des suites de ses blessures en novembre 2003. Pourtant Vernik et ses semblables ont pu opérer sans être inquiétés pendant douze ans sous les regards de l'Etat bourgeois. Qu'est-ce qui explique cela ? Ou, la *politique* du CIO de Kiev est aussi douce à l'égard de l'Etat bourgeois ukrainien que l'appel de Peter Taaffe à un contrôle de la police par des « comités démocratiques » à Londres, et/ou leur politique et leurs pratiques sont connues comme étant frauduleuses à bien des points de vue.

La corruption qui a été exhumée au sein des groupes taaffistes ukrainien et russe, est un réquisitoire accablant contre le véritable programme qui se trouve derrière leur phraséologie à résonance orthodoxe. Le cynisme des escrocs de Kiev n'est pas simplement tombé du ciel. Il a été alimenté par le fait que le CIO s'est mis à la traîne de la contre-révolution « démocratique » soutenue par les impérialistes dans l'ex-Union soviétique. C'est tout autant un produit de l'avisement systématique du trotskysme par le CIO que l'est leur conciliation de groupes ouvertement fascistes comme le Parti national-bolchévique et le Bratstvo ukrainien. Dénoncer les taaffistes pour leur fricotage avec les forces de la contre-révolution capitaliste dans le pays de la révolution d'Octobre fait partie intégrante du combat de la Ligue communiste internationale pour reforcer la Quatrième Internationale de Trotsky.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 828, 11 juin

## Droit de grève...

Suite de la page 2

de forces... dans une nouvelle alliance de collaboration de classes avec le PS, les Verts et les chevènementistes – un front populaire. Et la LCR en est à discuter ouvertement des conditions pour prendre part, elle aussi, à une telle alliance (voir *Libération* du 19-20 juin et *Rouge* du 24 juin). Nous avons par principe refusé en 1997 de voter pour le front populaire de Jospin, dont les attaques contre la classe ouvrière ont jeté les bases pour la victoire de Chirac en 2002. La LCR avait au contraire systématiquement voté en 1997 pour le front populaire de Jospin, et LO partout où le FN était présent au deuxième tour.

En tant que marxistes nous nous opposons au voile, symbole de l'oppression des femmes, et nous luttons contre la religion, cet « opium du peuple » qui, en consolant les opprimés, les empêche de comprendre qu'ils doivent lutter pour renverser ce système capitaliste et qu'il est possible de gagner. On n'éradiquera l'obscurantisme religieux qu'en liquidant ses causes, c'est-à-dire l'oppression séculaire enracinée dans les sociétés divisées en classes sociales, une oppression aujourd'hui basée sur le système d'exploitation capitaliste. Mais quand l'Etat bourgeois s'en prend aux jeunes femmes qui portent le voile, c'est bien d'autres buts qu'il poursuit, en l'occurrence stigmatiser la population d'origine maghrébine et africaine comme soi-disant une bande d'« intégristes islamiques », de réactionnaires anti-femmes et d'« antisémites » (pendant que Chirac se précipite à Lourdes le 15 août pour baiser les pieds du pape, un des pires idéologues actuels contre l'avortement et pour l'oppression des femmes).

L'« affaire du RER D » est à cet égard significative. Immédiatement après un discours de Chirac exhortant à la répression contre l'« antisémitisme », une jeune mythomane prétend avoir été agressée dans le RER à 9 heures du matin, avec son bébé, par six jeunes gens, quatre Maghrébins et deux Noirs. Aucun témoin ne se présente. Pourtant la secrétaire d'Etat Nicole Guedj – la même qui le 6 mars manifestait au coude à coude avec Arlette Laguiller contre les jeunes femmes voilées à l'école – se rend à son chevet et assure qu'« elle m'a paru sincère » (*le Monde*, 14 juillet). Chirac, la presse bourgeoise, le PS, les Verts, entrent en campagne ; la police se lance immédiatement dans la chasse à l'homme en Seine-Saint-Denis, contrôlant des milliers de personnes, arrêtant et déportant les sans-papiers. La mythomane, une fois démasquée, a fini par être condamnée à une peine avec sursis ; en réalité son véritable crime aux yeux de la bourgeoisie est d'avoir discrédité l'hystérie anti-« antisémite ». Pendant ce temps les profanations de tombes juives (et musulmanes) en Alsace et ailleurs ne sont pratiquement jamais élucidées (car en ce cas il s'agit manifestement de fascistes « gaulois »), et la répression continue de s'abattre sur les jeunes.

Qu'il y ait de l'antisémitisme dans les banlieues, c'est un fait. Mais il est alimenté par ce genre de campagne raciste et hypocrite de la bourgeoisie française qui, après tout, est la bourgeoisie de l'Affaire Dreyfus et de l'« Etat français » antisémite de Vichy. Il est alimenté par l'amalgame constant dans la presse entre les Juifs et l'Etat sioniste raciste. Il est alimenté par Sharon qui, en écho aux fascistes, cherche à faire émigrer en Israël les Juifs français, et déclare : « [...] à peu près 10 % de la population [française] est musulmane, ce qui permet l'essor d'une nouvelle forme d'antisémitisme fondée sur des sentiments anti-israéliens » (*le Monde*, 20 juillet). Pour notre part nous disons : *Défense du peuple palestinien !*



Philippe Merle AFP

Rassemblement le 6 mai 2003 à Lyon pour Nizar Sassi et Mourad Benchellali : rescapés de Guantánamo, emprisonnés maintenant par Chirac

### Troupes israéliennes, colons, hors des territoires occupés !

La campagne permanente de la bourgeoisie française contre la population d'origine immigrée, notamment maghrébine et/ou musulmane, se fait également sous le mot de code de la lutte contre le terrorisme criminel à la Ben Laden. Récemment le gouvernement américain a été contraint de libérer toute une série de détenus qui subissaient la torture des forces spéciales américaines et croupissaient à Guantánamo depuis plus de deux ans, sans aucun droit et sans même être accusés de quoi que ce soit. Même Tony Blair, ce laquais travailliste de Bush et grand massacreur d'Irakiens lui-même, a libéré « ses » détenus. Mais pas Chirac, qui dispose dans le code pénal d'un chef d'accusation autorisant l'arbitraire le plus complet, qui menace tout le monde, et que lui envient nombre de gouvernements occidentaux : l'« association de malfaiteurs en liaison avec une entreprise terroriste ». Il suffit que quelqu'un ait utilisé votre téléphone pour téléphoner à quelqu'un qui a téléphoné à une personne soupçonnée de convictions « extrémistes » (il peut s'agir d'un soutien à la lutte de libération nationale corse ou basque), et potentiellement votre compte est bon. Après quelques mois ou quelques années de détention préventive, et si vous survivez à la prison, vous bénéficierez dans le meilleur des cas d'un non-lieu, avec inscription permanente

## ABONNEZ-VOUS !

# LE BOLCHEVIK

**3 EUR pour 4 numéros (1 an) - (incluant *Spartacist*)**  
**Hors Europe : 4,50 EUR (avion 6 EUR)**  
**Etranger : mandat poste international**  
**Canada : 5 \$Cdn**

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_ CP \_\_\_\_\_  
 Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre du *Bolchévik*  
 Ecrire au *Bolchévik*, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10  
**Canada :** SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,  
 Ontario M5W 1X6, Canada

dans les fichiers des flics, pour la prochaine rafle. Ce type de loi d'exception vise aujourd'hui des populations vulnérables d'origine immigrée, mais demain c'est tous les travailleurs qui sont visés. **Libération immédiate des jeunes rescapés de Guantánamo ! A bas la chasse aux sorcières « anti-terroristes » ! Troupes US et alliées, hors d'Irak !**

**A bas l'occupation coloniale de l'Irak !**

L'année dernière nous avons pris le côté militaire de l'Irak face à l'attaque de l'armada impérialiste, sans donner le moindre soutien politique à Saddam Hussein, un meurtrier de masse de communistes, de chiïtes et de Kurdes. Aujourd'hui aussi nous avons un côté dans la situation actuelle, contre les USA, leurs alliés et leurs laquais irakiens. Nous défendons les peuples d'Irak contre toute attaque et toute répression menées par les USA. Dans la mesure où il y a des forces sur le terrain en Irak qui dirigent leurs coups contre les occupants impérialistes (y compris leurs mercenaires qui sont plus de vingt mille à opérer dans le pays), nous appelons à leur défense militaire contre l'impérialisme US. Tout coup porté contre les occupants impérialistes est un coup porté aux ennemis des travailleurs et des opprimés dans le monde entier.

Mais nous ne décernons pas de qualificatifs « anti-impérialistes » aux forces actuelles qui organisent sur place des attaques de guérilla contre les forces US. Nous mettons en garde que, en l'absence d'une lutte de classe en Irak et internationalement contre l'occupation coloniale, la victoire de l'une ou de l'autre de ces forces cléricales réactionnaires se produira plus vraisemblablement au travers d'une alliance avec l'impérialisme US. Nous nous opposons de façon intransigeante à la violence intercommunautaire meurtrière contre les autres groupes ethniques, religieux et nationaux, que commettent souvent les mêmes forces qui combattent les armées d'occupation. Et nous condamnons le kidnapping et le meurtre de travailleurs civils étrangers en Irak.

Nous sommes loin du terrain irakien, et notre tâche maintenant se limite pour l'essentiel à de la propagande, mais celle-ci n'en est pas moins cruciale. Tout en insistant que l'ennemi principal est l'impérialisme américain, un parti

révolutionnaire qui aurait des racines et de l'influence en Irak organiserait des mobilisations contre la réimposition de la charia et contre les massacres intercommunautaires et organiserait ce qui reste du mouvement ouvrier et les masses de chômeurs sur une base de classe, au moyen de grèves et d'occupations d'usines contre l'occupant impérialiste et contre le clergé parasitaire.

Gilbert Achcar, l'un des idéologues phares de la LCR notamment pour ce qui touche au Proche-Orient, s'est récemment félicité d'une perspective « démocratique » en Irak : « Il n'existe pas une force hégémonique, susceptible de gouverner le pays. Pour cette raison, les perspectives pour une certaine forme de démocratie en Irak sont réelles, à mon avis, à condition, bien sûr, qu'il soit mis un terme à l'occupation. [...] Tout cela contribue à l'existence de conditions objectives pour un fonctionnement pluraliste, même si c'est dans certaines limites. Les Etats-Unis ont, involontairement, créé les conditions de cette possible démocratisation » (*Inprecor* n° 495/496, juillet-août). L'Irak n'a jamais connu de démocratie bourgeoise. Ce n'est pas une nation ; il y a trois populations principales : une fraction de la nation kurde (qui s'étend aussi en Iran, en Turquie et en Syrie), une majorité arabe chiïte, et une minorité arabe sunnite, qui est historiquement dominante politiquement. Si la classe ouvrière n'émerge pas comme force politique indépendante luttant contre l'ordre néocolonial, aucune de ces trois populations ne peut parvenir au pouvoir sans opprimer les autres, en alliance avec l'impérialisme US. L'objectif de « forces de résistance » comme l'Armée du Mahdi de Moqtada al-Sadr est de diriger l'Irak comme des satrapes locaux de l'impérialisme, à la seule condition que les forces US se retirent.

Sous le capitalisme, il est impossible de parvenir à une résolution équitable des questions démocratiques en Irak, et plus largement dans l'ensemble du Proche-Orient. Il faudra pour cela le renversement de l'ordre bourgeois dans la région, et l'établissement d'une fédération socialiste du Proche-Orient. C'est la théorie trotskyste de la révolution permanente. Cela veut dire qu'il faut combiner la lutte contre l'occupation avec la lutte contre toutes les variétés

de nationalisme bourgeois et de fondamentalisme religieux ; et cela pose la nécessité urgente de forger des partis marxistes pour diriger ces luttes afin que la classe ouvrière prenne le pouvoir dans toute la région et que la révolution s'étende internationalement aux centres impérialistes.

Qu'Achcar ne souffle mot de cela n'a rien d'étonnant : la LCR n'a absolument aucune perspective d'une lutte de classe ouvrière révolutionnaire, ni au Proche-Orient, ni ici. Leur politique s'inscrit complètement dans le cadre du capitalisme, en Irak avec leur « démocratisation » utopique, et en France où ils ont même voté pour Chirac en 2002 et continué à le soutenir l'année suivante lors du veto de l'impérialisme français à l'ONU contre Bush. A l'époque Chirac ne faisait que défendre les intérêts de l'impérialisme français (en bloc avec l'impérialisme alle-

**Vient de paraître !**

**Spartacist**  
**édition française**  
**n° 36**  
 (été 2004)

Spartacist publie les documents et les textes essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, Spartacist est envoyé gratuitement à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.

**Commande:**  
 Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

**1,50 EUR**  
 (60 pages)

mand) contre ses rivaux américains. Il dénonçait l'intervention américaine tout en envoyant lui-même des troupes en Côte d'Ivoire pour défendre le « pré carré français » en Afrique. Aujourd'hui les rumeurs enflent d'une intervention impérialiste au Darfour, dans l'Ouest du Soudan. Comme d'habitude, tout cela est orné d'« humanitaire » et de « lutte » contre le danger de famine ou un génocide. La vérité est plus prosaïque : en ce qui concerne les Français, Total a des intérêts pétroliers au Soudan, et le Tchad limitrophe est l'un des derniers pays où l'impérialisme français maintient un contingent expéditionnaire colonial. D'ailleurs il y a des centaines de légionnaires français qui s'activent déjà le long de la frontière tchado-soudanaise. Nous disons : **Impérialistes, bas les pattes devant le Darfour ! Troupes françaises, hors du Tchad et de toute l'Afrique ! Troupes françaises, hors des Balkans et hors d'Afghanistan !**

Pour que la classe ouvrière de France puisse faire une révolution, elle doit s'assimiler ces questions sociales et internationales les plus larges, et pour cela il lui faut un parti révolutionnaire internationaliste d'avant-garde. Sinon, elle restera confinée à la lutte économique dans le cadre du capitalisme. Les défaites que subit la classe ouvrière allemande aujourd'hui, sous l'égide du gouvernement social-démocrate et vert (un gouvernement capitaliste), avec la liquidation des 35 heures et de l'assurance chômage, ont des réverbérations immédiates et profondes ici. Cela ne fait que souligner la nécessité de lutter pour construire un parti *international* de la révolution socialiste, regroupant des communistes en France, en Allemagne, aux USA, en Algérie et ailleurs. Nous luttons pour reforcer la Quatrième Internationale de Léon Trotsky.

*Nous reproduisons ci-après notre tract du 7 juillet.*

\* \* \*

## Défaite de la grève à EDF Levée immédiate des poursuites contre tous les grévistes !

7 juillet – Le gouvernement a gagné dans l'épreuve de force avec les travailleurs d'EDF. Avec le vote de la loi de privatisation et face à une avalanche de sanctions professionnelles et poursuites pénales contre les grévistes les plus combattifs, les piquets de grève bloquant les centres de production et de distribution ont été levés. **A bas la privatisation !** Il s'agit d'une grave défaite entérinant l'affaiblissement du plus grand bastion syndical de la classe ouvrière de France. Elle s'inscrit dans une série d'attaques brutales du gouvernement entamée avec le plan de démantèlement progressif des systèmes de retraites mis en œuvre avec la défaite de la vague de grèves du printemps 2003. Dans les jours qui viennent c'est la Sécu qui est sur le billot. Au moment où le DGB, la fédération syndicale allemande, signe le retour à la semaine de 40 heures chez Siemens (avec *diminution* des salaires), Sarkozy annonce non seulement qu'il veut en finir en France avec la semaine de 35 heures, mais plus généralement détruire le principe même de la durée légale du travail en faisant payer les heures supplémentaires au taux normal.

Il faut s'attendre à ce que le gouvernement utilise les poursuites judiciaires contre les travailleurs d'EDF pour remettre en cause le droit de grève non seulement à EDF mais aussi dans les transports et à la Poste, au nom soi-disant d'un « service public » qu'ils sont en réalité en train de démolir. C'est pourquoi il est crucial que les syndicats et le mouvement ouvrier se mobilisent en défense des travailleurs

sanctionnés. **Levée immédiate des sanctions disciplinaires et des poursuites judiciaires contre les travailleurs d'EDF-GDF ! Défense du droit de grève !**

La série de défaites pour la classe ouvrière ouverte par la « réforme » des retraites l'année dernière, prend sa source dans la trahison du PS, du PCF et de la LCR quand ils ont appelé à soutenir le bourgeois réactionnaire Chirac aux élections présidentielles de 2002. PS, PCF et LCR ont continué à soutenir Chirac à l'ONU pendant l'hiver 2002-2003 quand celui-ci cherchait à défendre les intérêts de l'impérialisme français et de ses alliés allemands contre les USA avec la guerre en Irak. C'est pour cela qu'ils n'ont pas levé le petit doigt quand, en mars 2003, deux semaines avant le début de la guerre, Chirac-Sarkozy ont mis en place une politique de déportation des sans-papiers par charters entiers. Cette attaque contre le secteur le plus vulnérable de la classe ouvrière préfigurait l'attaque qui a immédiatement suivi contre l'ensemble des travailleurs avec les retraites. A l'automne 2003, le PS et Lutte ouvrière (qui travaillait en bloc avec la LCR) ont servi de fer de lance à la campagne raciste du gouvernement contre les jeunes femmes voilées à l'école. Encore après les élections régionales de mars dernier le PS insistait qu'il ne fallait pas de lutte de classe contre ce gouvernement revanchard, mais au contraire se contenter d'aller revoter aux élections pour eux (voir notre supplément au *Bolchévik* paru en avril dernier). Ce sont ces trahisons de la direction politique de la classe ouvrière, enchaînant celle-ci dans une « unité nationale » avec sa propre bourgeoisie et son gouvernement, qui ont pavé la voie à la défaite à EDF. Le PCF et le reste de la gauche, en refusant de s'opposer aux campagnes sécuritaires racistes menées par Sarkozy (alors ministre des flics), ont construit l'autorité de Sarkozy (maintenant ministre de l'Economie) pour privatiser EDF.

### A bas la collaboration de classes !

Dès le début de la lutte à EDF la stratégie de la CGT, le syndicat ultra-majoritaire encore fortement influencé par le PCF, a été de paralyser les travailleurs face à l'attaque frontale du gouvernement. Leur stratégie était officiellement de se contenter de canaliser la combativité des travailleurs vers le débat parlementaire sur le projet de loi. C'était une perspective d'autant plus ridicule que la droite dispose d'une solide majorité absolue au parlement, et que de nombreux ténors du principal parti d'opposition (le PS), comme Strauss-Kahn et Fabius, s'étaient prononcés, quand ils étaient au pouvoir, pour la privatisation d'EDF. Et c'est un ministre



Le Bolchévik

Rassemblement à Nanterre le 5 juillet en défense de trois travailleurs d'EDF menacés de sanctions pour fait de grève



des Transports PCF, Gayssot, qui avait alors, sous la législation Jospin, mis sur les rails la privatisation d'Air France.

Pendant la grève d'EDF les bureaucrates n'ont endossé les coupures de courant (et seulement certaines) que sous la pression des grévistes occupant les sites. Les travailleurs eux-mêmes avaient pourtant montré leur combativité : lors du référendum d'entreprise l'année dernière ils ont rejeté le plan du PDG d'EDF, Roussely, et de la CGT, un rejet forçant la bureaucratie syndicale à remplacer son dirigeant Cohen. Ils ont décidé dans des assemblées générales de couper le courant. Dans un pays industrialisé comme la France, où de plus EDF a le monopole du transport et un quasi-monopole de la production de courant, une grève coupant le courant aux capitalistes reviendrait à bloquer le pays, car pratiquement aucune industrie ne peut tourner sans la fourniture d'électricité. Cela poserait inévitablement la question du pouvoir. C'est une question que les bureaucrates de la CGT ne peuvent poser, car toute leur stratégie se base sur la *collaboration de classes*, c'est-à-dire qu'ils veulent maintenir une certaine paix entre la classe ouvrière et celle de ses exploiters capitalistes. Pour gagner, il faut rompre avec cette perspective de *loser*.

Les bureaucrates de la CGT avaient développé tout un argumentaire sur le fait que la privatisation d'EDF allait amener des augmentations massives de tarifs pour tout le monde et des coupures intempestives d'électricité comme aux USA. Toutes choses qui sont vraies. Mais ils essayaient avec cela de convaincre les parlementaires capitalistes que ce ne serait pas une décision rationnelle pour la classe capitaliste de démanteler EDF. Ils entretenaient ainsi l'illusion que les classes sociales, les travailleurs et les patrons, pourraient collaborer harmonieusement pour maximiser le bien public.

En réalité le capitalisme n'est pas rationnel, parce que c'est un système basé non pas sur le bien-être de l'ensemble de la population, mais sur le profit des propriétaires capitalistes qui possèdent en privé l'essentiel des moyens de production (les usines, les moyens de transport et de communication). Il est vrai que la désorganisation de la production d'électricité résultant d'une privatisation, comme cela a été le cas en Californie, représente un inconvénient pour les capitalistes ; mais leur point de vue est un point de vue « lutte de classe » contre les travailleurs, et ils sont prêts à supporter l'anarchie d'une industrie électrique privatisée comme un menu désagrément par rapport à l'affaiblissement des syndicats et de l'ensemble de la classe ouvrière qu'amène la privatisation d'EDF. La victoire des capitalistes à EDF doit leur permettre d'augmenter le taux de profit dans cette industrie, d'accentuer la pression sur les salaires, les acquis sociaux et les cadences de l'ensemble de la classe ouvrière, et d'accroître encore la flexibilité des contrats de travail. D'ores et déjà à EDF-GDF de nombreux services sont confiés à des prestataires au statut précaire.

Face à l'offensive des capitalistes pour isoler les travailleurs d'EDF en les présentant comme prenant en otage la population, la CGT avait mis en place l'opération « Robin des bois », qui consiste à rétablir le courant aux familles démunies. C'est une bonne chose. Cette opération révèle que des dizaines de milliers de familles ont été privées d'électricité, donc de chauffage, de réfrigérateur, de télévision, etc., parce qu'elles ne pouvaient plus payer leur facture EDF. Preuve s'il en est qu'EDF fonctionne suivant la loi du profit. Ce n'est que lorsque les travailleurs sont en lutte qu'il y a du courant pour les plus démunis ! En réalité, pour que l'électricité soit véritablement accessible à tous, il faut en finir avec le système capitaliste tout entier, et lutter pour une société où l'on

produise effectivement pour satisfaire les besoins. Cela exige de briser le pouvoir des capitalistes et leur Etat. Il faut que les travailleurs forgent leur propre pouvoir d'Etat, basé sur des conseils ouvriers, en détruisant le pouvoir d'Etat des capitalistes. Cette perspective, la *dictature du prolétariat* contre l'inévitable résistance armée des patrons, requiert que les travailleurs se dotent d'un parti multiethnique d'avant-garde pour diriger à la victoire une révolution ouvrière. C'est pour construire un tel parti que nous luttons.

## Pour des syndicats indépendants des patrons et de l'Etat

Le premier mot d'ordre de la CGT a été : « EDF appartient à la nation ». La réalité c'est qu'EDF appartient à l'Etat bourgeois. Ce n'est pas un Etat qui fonctionne dans l'intérêt de l'ensemble de la nation, mais seulement dans l'intérêt de la petite minorité des capitalistes. Et les CRS sont intervenus à de multiples reprises contre les piquets de grève pour le rappeler aux travailleurs qui pensent à tort qu'EDF existe pour le bien public : l'Etat bourgeois c'est en dernier ressort un appareil de répression pour maintenir le système capitaliste d'exploitation. C'est pour cela que nous disons que les flics, CRS, gardiens de prison, etc., ne sont pas des travailleurs mais des chiens de garde des exploiters bourgeois. *Flics, hors des syndicats !* « EDF appartient à la nation » masque cette vérité fondamentale, et par là obscurcit la compréhension dont ont besoin les travailleurs, que l'Etat bourgeois n'est pas un allié, mais l'ennemi.

Les bureaucrates ont tout au long de la lutte cherché à montrer à Sarkozy que ce sont des gens « responsables », c'est-à-dire des laquais des capitalistes. Non seulement ils ont refusé de mobiliser la puissance des travailleurs de l'électricité, ils ont dénoncé à plusieurs reprises les coupures sauvages de courant, ce qui laisse les grévistes sans défense face aux repréailles. La servilité de la bureaucratie syndicale a des causes très matérielles. La première phase de l'attaque du gouvernement a été une information judiciaire visant en réalité la CGT, ouverte pour « abus de confiance, escroquerie, faux et usage de faux » dès le 19 février. Le 27 avril les flics faisaient une perquisition au siège de la CCAS (Caisse centrale des activités sociales, l'équivalent du comité d'entreprise à EDF), qui est étroitement contrôlée par l'appareil de la CGT. Patrick Devedjian, ministre délégué à l'Industrie, donc en charge du dossier EDF, a déclaré à propos de coupures de courant le 7 juin : « cet acte illégal s'ajoute d'ailleurs à d'autres pratiques illégales, vous savez que la justice enquête aujourd'hui sur le fonctionnement du comité d'entreprise et les faits sont aussi lourds. Il serait temps qu'à EDF on commence à avoir le respect de la loi » (*l'Humanité*, 9 juin).

Pendant des années EDF a grassement rétribué la CGT pour la paix sociale (il n'y avait eu pratiquement aucune coupure de courant depuis 1987) : la CCAS gérait un budget de 400 millions d'euros et employait 3700 salariés. Comme le dit le dicton : « Qui paie les violons choisit la musique. » Quand les patrons ont présenté la facture, les bureaucrates ont vendu les travailleurs en espérant sauver leur propre peau. Il y a là un exemple saisissant de l'explication de Lénine sur les racines matérielles du réformisme dans le mouvement ouvrier. Il écrivait en 1916 (*l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*) :

« Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité éco-

nomique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. »

La CCAS nageait dans le fric, mais aujourd'hui il n'y a pas de caisse de grève pour soutenir les travailleurs qui ont fait des semaines de grève. Pour assurer l'indépendance du mouvement ouvrier face à la bourgeoisie, la première chose c'est qu'il ne compte que sur ses propres forces, sur les contributions de ses membres et sympathisants. Nous luttons pour renforcer les syndicats face à l'ennemi de classe, et pour commencer pour l'indépendance financière totale des syndicats par rapport aux capitalistes.

### Le PCF et la politique industrielle du capitalisme français

*L'Humanité* a fait grand cas de la visite de la veuve de Marcel Paul au piquet de Saint-Ouen. Marcel Paul, du PCF, avait été ministre dans le gouvernement bourgeois après la Libération qui avait nationalisé la production d'électricité dans le cadre de la « reconstruction nationale ». Le PCF, qui jouissait d'une énorme autorité dans la classe ouvrière française, basée sur la résistance au nazisme et sur la victoire soviétique contre Hitler, avaient les moyens de lutter pour un pouvoir d'Etat prolétarien en 1944 ; mais il avait au contraire, en accord avec la politique étrangère criminelle de Staline de coexistence pacifique avec les impérialistes « démocratiques » américains, britanniques et gaullistes, contribué à restabiliser l'ordre capitaliste français discrédité par la collaboration du régime de Vichy avec les nazis. Les acquis des travailleurs qui datent de cette époque, et qui sont aujourd'hui menacés, sont des concessions arrachées à la bourgeoisie à un moment où celle-ci craignait la menace que toute l'Europe devienne soviétique. Avec la destruction de l'Union soviétique, beaucoup de travailleurs se laissent maintenant convaincre par le mensonge des médias bourgeois et réformistes que le socialisme ne marche pas, que le bolchévisme c'est périmé, et ils acceptent le cadre du capitalisme comme indépassable.

Le but de la nationalisation d'EDF après la Libération était aussi pour les capitalistes de fournir de l'électricité à bas prix pour reconstituer la puissance industrielle de l'impérialisme français. Ultérieurement, avec le tout-nucléaire, il s'est agi, toujours avec le soutien du PCF, de fournir la base pour le développement d'une arme nucléaire importante ; pourtant le but de l'arme atomique française était de menacer l'Union soviétique et de permettre à la France de continuer à jouer dans la « cour des grands » impérialistes, malgré la perte de son empire colonial. Sarkozy a commencé la privatisation en annonçant le développement d'une nouvelle génération de centrale nucléaire, la filière EPR, dans le but d'amadouer les bureaucrates pro-nucléaire de la CGT. Mais pour que les choix industriels permettent d'accroître réellement la satisfaction des besoins en toute sécurité, il faut qu'ils soient faits dans le cadre d'une économie socialiste planifiée.

Aujourd'hui le PCF craint que la privatisation ne fragilise EDF face à la concurrence. Derrière le blabla sur une « Europe sociale » il voudrait qu'EDF préserve et développe sa position de producteur prépondérant d'électricité dans l'Union européenne. C'est le même chauvinisme qui l'a amené à faire appel implicitement à l'activisme de Sarkozy, ministre de l'Economie, sur des dossiers industriels comme

Alstom, où il s'agissait non pas de sauver des emplois (tout au contraire), mais d'empêcher que cette entreprise en faillite ne passe sous le contrôle de l'allemand Siemens.

### Une perspective prolétarienne révolutionnaire internationaliste

L'opération Robin des bois a été mise en place en partie pour essayer de populariser la grève des agents EDF, qui craignaient l'isolement et préféraient voir un mouvement d'ensemble comme l'année dernière sur les retraites. Effectivement la Poste est déjà en voie de privatisation rampante, en commençant par les services financiers, et ensuite ce pourrait être la SNCF ou la RATP. Une manière aisée d'élargir l'action *dans la classe ouvrière* aurait été que les grévistes coupent le courant aux entreprises en grève, ce qui serait une manière radicale d'empêcher les briseurs de grève dans ces entreprises de remettre en route la production. Une action de ce type a été menée de façon symbolique aux sources Perrier, dans le cadre d'une action visant les entreprises qui licencient ou délocalisent.

Mais quand les bureaucrates syndicaux parlent de délocalisation, ils le font d'habitude dans un cadre chauvin, voyant les travailleurs dans d'autres pays comme des concurrents. Précisément l'exemple d'EDF montre qu'une direction révolutionnaire dans les syndicats verrait au contraire dans ces travailleurs des alliés de classe : EDF est l'un des principaux producteurs de courant en Grande-Bretagne, et pendant la grève a importé du courant à travers la Manche pour compenser les baisses de charge en France. Les travailleurs britanniques pouvaient être mobilisés pour empêcher ces opérations, de même qu'il y a vingt ans la CGT avait de façon louable empêché des livraisons de charbon pendant la grande grève des mineurs britanniques. Avec un mot d'ordre comme « EDF appartient à la nation » (française), comment peut-on mobiliser les travailleurs britanniques, ou les Allemands d'EnBW (également filiale d'EDF), les Italiens d'Edison, etc. ? Le nationalisme est une arme pour diviser le prolétariat internationalement et c'est aussi un aspect du racisme qui amène à opposer à l'intérieur même du pays les travailleurs « français » à ceux d'origine immigrée ou à la peau foncée.

En France, pour étendre la grève au secteur privé, il aurait fallu également étendre les revendications, notamment pour mobiliser les travailleurs d'origine immigrée qui ont un poids stratégique dans la construction et dans l'industrie. Pour contrer le racisme qui divise et affaiblit le prolétariat, il faut lutter pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés. ***A bas la clause qui réserve les emplois statutaires d'EDF aux citoyens français ou européens ! Pour l'embauche au statut de tous les prestataires et précaires !***

Face aux enjeux de cette lutte l'indigence politique de LO et de la LCR a été flagrante. Elles n'avaient aucune alternative à opposer aux bureaucrates de la CGT et du PCF, car elles partagent leur réformisme. LO n'avait rien à offrir que ses sempiternels appels à « l'interdiction des licenciements » sous le capitalisme et « le rattrapage du pouvoir d'achat » (éditorial des bulletins d'entreprise du 21 juin). La LCR se contentait de phrases creuses que « l'unité nécessaire à la défense de nos droits, il nous faut la construire avec tous ceux qui entendent, sans attendre, faire échec au gouvernement et au patronat » (tract LCR, 28 juin), sans avancer le moindre programme pour *forger* cette unité dans la lutte. LO dénonçait l'attitude « calamiteuse » de la CGT, se plaignant que « les fédérations ignorent délibérément le mot de grève » (*Lutte Ouvrière*, 25 juin). Mais les secteurs les plus comba-

tifs étaient déjà en grève avec occupation. Sur le site d'Am-père à Saint-Ouen les travailleurs avaient dressé une carte nationale du réseau EDF avec les points nodaux et les usines contrôlées par les travailleurs.

Face à un appareil syndical très puissant et déterminé à saborder la lutte, l'appel à plus de combativité, ou à faire pression sur les bureaucrates, était insuffisant : il fallait un programme lutte de classe pour s'opposer aux bureaucrates dans le syndicat et dans les assemblées générales. Ni Lutte ouvrière, ni la LCR n'avaient quoi que ce soit à dire contre la stratégie de collaboration de classes de la direction de la CGT - une stratégie qui menait à la défaite. **Pour une direction révolutionnaire des syndicats !** Les travailleurs en France ont besoin non pas d'être divisés en plusieurs syndicats suivant les nuances politiques, mais de syndicats indus-

triels de masse où tous les travailleurs, de ceux qui font le nettoyage dans l'usine à ceux qui sont sur les chaînes ou travaillent dans les bureaux, sont tous organisés dans un seul et même syndicat industriel. Mais cela exige une nouvelle direction pour les syndicats. Comme nous l'écrivions dans notre tract du 15 mai 2003 pendant les grèves en défense des retraites (reproduit dans *le Bolchévik* n° 164, été 2003) :

« Nous avons besoin de syndicats grands et puissants à l'échelle de chaque industrie, embrassant la majorité du prolétariat en tant que classe. Il faut aller au-delà de la lutte économique au niveau de l'usine afin de se mobiliser politiquement pour renverser cet ordre capitaliste fondamentalement injuste et construire une société où les travailleurs exercent le pouvoir. Pour cela il faut forger un nouveau parti authentiquement communiste. » ■

## Outreau...

Suite de la page 6

tion sexuelle, y compris entre jeunes et adultes, est la règle du **consentement effectif**, c'est-à-dire qu'à partir du moment où les deux personnes sont consentantes au moment de l'acte et où elles comprennent réellement ce qu'elles acceptent, alors personne, et surtout pas l'Etat, n'a le droit de les empêcher de le faire. Nous nous opposons de manière intransigeante à toute intervention de l'Etat dans les relations sexuelles consensuelles et dans la vie privée des gens. Dans les cas impliquant de jeunes enfants et des adultes, les choses deviennent évidemment beaucoup plus embrouillées et la question de savoir si l'enfant consent effectivement à l'acte doit être considérée au cas par cas.

Notre organisation internationale est connue depuis longtemps pour notre défense des relations sexuelles intergénérationnelles et des organisations qui prônent le droit des jeunes en-dessous de l'âge minimum de consentement imposé par le gouvernement d'avoir des relations sexuelles avec des adultes. C'est le cas par exemple du North American Man/Boy Love Association (NAMBLA - Association nord-américaine pour l'amour hommes-garçons). Nos camarades aux Etats-Unis défendent très ouvertement le chanteur Michael Jackson contre la récente vendetta d'Etat. Nous ne posons pas pour condition à cette défense le fait que les rapports entre Jackson et les jeunes garçons pubères soient restés asexuels comme il le maintient. Ce qui compte c'est de savoir, au cas où il y a eu des relations sexuelles entre Jackson et les garçons, s'ils y ont tous consenti. Il se trouve que dans cette dernière accusation contre le chanteur, les deux garçons impliqués ont initialement nié de façon explicite qu'ils aient eu le moindre contact sexuel avec lui. Leur sœur, qui les avait accompagnés dans leurs escales à Neverland, a également corroboré leur histoire. Ce n'est que des mois plus tard, après que la famille avait contacté un avocat impliqué dans l'affaire de 1993 dans laquelle des allégations d'agression sur mineur avaient été portées contre Jackson qui avait payé 20 millions de dollars, que le garçon fut envoyé chez un « expert thérapeute » à qui il révéla les soi-disant « comportements indécents ». Ça ne vous rappelle rien ? Comme nous l'écrivions dans *Workers Vanguard* n° 818 (23 janvier) : « L'affaire Jackson représente une intersection entre l'homophobie éhontée, la stigmatisation réactionnaire, par l'Etat, des relations sexuelles intergénérationnelles, et les préjugés raciaux [...]. Quelle meilleure cible du harcèlement de l'Etat et des médias pourrait-on trouver

qu'un Noir, qui a un timbre de voix très féminin, qui se maquille, qui paraît plus blanc que beaucoup de Blancs "de pure souche" et qui déclare ouvertement qu'il aime partager son lit avec des garçons pubères, surtout blancs ? » Nous disons : **A bas les lois réactionnaires qui imposent un âge minimum de consentement ! Gouvernement, hors des chambres à coucher !**

Nos idées concernant les relations sexuelles et notre opposition à l'intervention de l'Etat dans la vie privée des gens sont basées sur les positions exprimées et les lois introduites par l'Etat ouvrier soviétique à ses débuts, Etat issu de la Révolution d'octobre 1917 en Russie. Grigoriï Batkis, qui était directeur de l'Institut d'hygiène sociale de Moscou en 1923, écrivait :

« La loi soviétique se base sur le principe suivant : **elle déclare la non-interférence absolue de l'Etat et de la société dans les affaires sexuelles tant que nul n'est blessé et que les intérêts de personne ne sont épiétés** [...]. Concernant l'homosexualité, la sodomie et toute autre forme de gratification sexuelle qui sont considérées comme une offense contre la moralité publique dans la législation européenne - la législation soviétique les traite exactement de la même façon que les rapports "naturels". Toute forme de rapport sexuel est une affaire d'ordre privée » (souligné dans l'original).

- *The Sexual Revolution in Russia* [La révolution sexuelle en Russie], 1923, cité dans *The Early Homosexual Rights Movement 1864-1935* (J. Lauristen et D. Thorstad)

Les campagnes de moralité et les chasses aux sorcières comme celle autour de l'affaire d'Outreau, ont également pour objectif central de promouvoir et glorifier l'institution répressive de la famille, la principale source d'oppression des femmes et des enfants sous le capitalisme. La famille patriarcale est une unité sociale et économique réactionnaire appuyée par toutes les religions. La plupart des abus sexuels des enfants, et aussi des femmes, ont lieu au sein du foyer familial. La famille est née en même temps que le développement des classes et la création de la propriété privée aux mains d'hommes qui avaient besoin de s'assurer que leurs propres enfants, et pas ceux d'autres, hériteraient de leur fortune et de leur propriété. De là est venue la création du mariage, dont le but était précisément de restreindre l'accès des femmes au sexe et pour lequel la monogamie de la femme (mais pas celle de l'homme) était requise. Il est par conséquent inhérent à l'institution de la famille d'être sexuellement répressive. Et encore aujourd'hui en France, si une femme veut se remarier dans les neuf mois suivant son divorce, elle est tenue par la loi de se soumettre à un examen



Le premier mariage homosexuel à Bègles, le 5 juin. De Villepin, ministre des flics, a tout de suite fait annuler le mariage et a suspendu le maire, Noël Mamère.

Facooly/P. Saurat/Sipa

médical pour prouver qu'elle n'est pas enceinte - c'est-à-dire que la paternité de son enfant n'est pas controversée. Elle n'obtiendra pas une autorisation de mariage sans une attestation du médecin certifiant qu'elle n'est pas enceinte.

L'hystérie poussée par le gouvernement contre les « pédophiles » cherche également à culpabiliser les mères qui travaillent et sortent quand elles le peuvent, en leur faisant croire que leurs enfants sont en danger et que la place normale d'une femme pour protéger et garder ses enfants en sécurité, est à la maison où elle peut garder un œil sur eux. La famille nucléaire a toujours servi à maintenir les femmes dans un rôle d'épouse et de porteuse d'enfants, souvent isolée du travail social général ou faisant du travail à temps partiel et sous-payé. Dans le cadre de notre lutte pour la révolution socialiste mondiale et la libération des femmes, nous cherchons à saper la base économique et légale de la famille nucléaire. Notre but est une société dans laquelle la famille sera *remplacée* ; dans laquelle les relations sexuelles seront réellement amoureuses et volontaires ou simplement de brefs moments de plaisir, entre des individus consentants ; dans laquelle la culpabilité et la honte déformantes dont la moralité bourgeoise nous étouffe tous seront levées ; dans laquelle la nécessité économique qui force les gens à se mettre en famille et les sépare souvent aussi, aura disparu. Nous sommes pour des crèches gratuites ouvertes 24 heures sur 24, pour des soins de santé de bonne qualité, pour le droit à l'avortement libre et gratuit et l'accès libre à la contraception, cela y compris pour les mineures - sans le consentement parental - ainsi que pour les immigrées, qui n'y ont actuellement pas accès si elles n'ont pas de titre de séjour.

La famille patriarcale est également au centre de l'oppression des homosexuels. L'homophobie a pris des proportions particulières en France dans les derniers mois à la suite du premier mariage homosexuel célébré en juin à Bègles et que l'Etat cherche maintenant à annuler. Dans le ramassis de réactionnaires intégristes chrétiens qui étaient rassemblés devant la mairie de Bègles, il y avait des collectifs dénommés « Les enfants d'abord » et « Droit des enfants », qui portaient des pancartes disant : « Papa, maman, tout simplement » et d'autres qui criaient contre la « pédophilie » et la zoophilie. Pendant le procès d'Outreau, il a transpiré qu'au moins l'un des « experts » psychologues qui ont mené les « investigations » sur les déclarations des enfants, était proche de la hiérarchie catholique. Certains de ces « psychologues »

catholiques, ici dans la France « laïque », offrent également leurs services aux jeunes homosexuels, pour les « réformer » et les « absoudre » de leur « confusion sexuelle » et, ce faisant, mènent sans nul doute certains au désespoir suicidaire. Le message de la racaille anti-homosexuelle de Bègles était renforcé par les hurlements de protestation de la part de Chirac, Sarkozy, Jospin et les autres qui juraient sur la sainteté du mariage hétérosexuel et contre Noël Mamère, dirigeant Vert qui a célébré le mariage malgré les menaces de sanctions du gouvernement. Mamère a été immédiatement suspendu par le gouvernement ; et tout autre responsable qui procéderait à la même cérémonie subirait une suspension d'un an. Cette homophobie parrainée par l'Etat attise des atrocités telles que la violente attaque de janvier contre Sébastien Nouchet dans le Pas-de-Calais, que de la racaille fasciste homophobe a tenté d'immoler dans son jardin. Nous autres, communistes, sommes engagés à défendre les pleins droits démocratiques pour les homosexuels et nous accueillons toute avancée légale qui peut être arrachée à cette société réactionnaire, notamment le droit de se marier et d'adopter des enfants (et de divorcer bien entendu).

Contrairement aux groupes comme Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire qui, à notre connaissance, sont restés silencieux face à la chasse aux sorcières d'Outreau, nous nous adressons à ces cas concrets d'injustice sociale et de souffrance humaine pour démontrer comment la bourgeoisie cherche à manipuler cyniquement la question d'abus sexuel des enfants pour amplifier la répression sociale. Dans la perspective d'un avenir socialiste, nous soutenons les paroles de l'historien marxiste Isaac Deutscher, qui disait dans l'un de ses discours, « De l'Homme Socialiste » : « Nous ne soutenons pas que le socialisme puisse résoudre tous les problèmes de la race humaine. Nous luttons tout d'abord contre les problèmes qui sont créés par l'homme et que l'homme peut résoudre. Trotsky parlait ainsi des trois tragédies dont souffrait l'humanité : la faim, le sexe et la mort. La faim est l'adversaire dont le marxisme et le mouvement ouvrier moderne relèvent le défi. [...] Oui, le sexe et la mort poursuivront encore l'Homme Socialiste ; mais nous sommes convaincus qu'il sera mieux équipé que nous pour leur faire face. »

Abonnez-vous à...

## Workers Vanguard

Bimensuel de la Spartacist League/U.S.

L'abonnement comprend *Spartacist* édition anglaise et *Black History and the Class Struggle*



15 EUR  
14 \$Cdn

pour 22 numéros  
(en anglais)

Commandes  
par chèque au  
Bolchévik (France)  
ou au  
SCPA (Canada),  
voir adresses  
en page 9

## Québec...

Suite de la page 9

des révolutionnaires. Nous croyons que la révolution doit briser toutes les frontières. » Très bien. Mais *le Trouble* évite la question en présence : l'oppression d'une nation par une autre, comme dans le cas du Québec, et l'impact de cette oppression sur la conscience et les luttes de la classe ouvrière.

C'est bien vrai que les nationalistes « de gauche » comme l'UFP ne sont qu'un soutien « de gauche » aux courants nationalistes québécois dominants. Ils prétendent que l'indépendance du Québec à elle seule montrerait la voie vers une société progressiste et égalitaire. C'est faux et utopique : sans révolution socialiste et destruction de l'Etat capitaliste, un Québec indépendant demeurera une société oppressive – une sous-puissance impérialiste minable (au mieux), un enfer raciste pour les immigrés et les autochtones et une source continue de main-d'œuvre à bon marché (bien éduquée, sans doute). Pour être concurrentielle dans le monde impérialiste, la bourgeoisie québécoise sera forcée de s'attaquer aux travailleurs, aux femmes et aux plus démunis.

Pourquoi appeler à l'indépendance alors ? Parce que c'est

la seule façon de couper court aux animosités chauvines et nationalistes qui rongent actuellement la classe ouvrière du Canada. L'indépendance du Québec n'est pas la terre promise du PQ, des bureaucrates syndicaux et de l'UFP, mais elle n'est pas non plus l'épouvantail de la « division » dépeint par les maoïstes et les anarchistes. L'indépendance permettra simplement aux questions *de classes* – la lutte des travailleurs contre les capitalistes – de passer au premier plan, tant au Canada anglais qu'au Québec. Elle créera ainsi donc une situation plus favorable pour que les travailleurs réalisent que leurs ennemis respectifs ne sont pas « *the French* » ou « les Anglais », mais leurs « propres » capitalistes nationaux.

En combattant sans compromis le chauvinisme anglophone et en se faisant les champions de l'indépendance du Québec, les révolutionnaires prolétariens ont les mains propres quand il s'agit d'intervenir au sein de la classe ouvrière québécoise pour la faire sortir du cul-de-sac nationaliste. La Ligue trotskyste/Trotskyist League se bat pour forger un parti d'avant-garde prolétarien qui puisse rendre les ouvriers combattifs du Québec et de partout au Canada conscients de leur tâche historique de balayer la domination bourgeoise. A bas le chauvinisme anti-Québec ! A bas les attaques d'austérité de Charest ! Pour l'indépendance du Québec ! En avant vers la révolution socialiste nord-américaine ! ■

## Fahrenheit 9/11...

Suite de la page 24

cer la colère et la révolte contre le système capitaliste et raciste chaque fois qu'elles éclatent, en particulier parmi les Noirs américains.

Moore croit que le peuple américain a été trahi par une petite clique de voleurs réactionnaires (l'administration Bush et son réseau d'entreprises) et par quelques Démocrates mous. En d'autres termes, il pense que c'est Bush et Cie qui ont violé une unité nationale qui doit être restaurée selon les sensibilités du peuple. Dans ses propres termes, une victoire des Démocrates serait un pas vers la « reprise du pays dans les mains de la majorité » (*New York Times*, 24 juin). Mais il n'y a pas, et il ne peut y avoir d'unité nationale, parce que cette société est divisée en classes sociales aux intérêts mutuellement hostiles. Toute la société est organisée pour extraire le profit pour la minuscule classe de capitalistes qui possèdent les usines, les banques, les transports, etc., du travail de ceux qui produisent les richesses, la classe ouvrière.

La vision du monde de Moore explique certaines omissions flagrantes du film. Par exemple, sa perspective populiste le conduit à ne pas faire mention des liens étroits entre l'administration Bush et la droite chrétienne, parce que noter ce fait mène à reconnaître que Bush a une base populaire réelle. Les chiffres du box-office pour le film *la Passion du Christ*, il faut s'en souvenir, sont réels. Lorsqu'il montre les néoconservateurs (*neocons*), Moore les tourne individuellement en ridicule mais ne les dénonce pas pour avoir orchestré la politique d'invasion de l'Irak. Ils sont étroitement alignés avec la droite religieuse, particulièrement en soutien à l'Etat sioniste d'Israël. Mentionner ce fait irait à l'encontre de la politique de Moore de rabattre pour les Démocrates, étant donné que ceux-ci soutiennent les sionistes peut-être encore plus que ne le font les Républicains. En fait, Moore lui-même déclarait dans une interview au *Los Angeles Times* (22 juin) qu'« Israël est une démocratie ».

Alors que Moore (et beaucoup d'autres) ressentent le

besoin de voter Démocrate en novembre en se bouchant le nez, nous disons qu'un vote pour les Démocrates est un vote pour enchaîner les masses travailleuses à leurs oppresseurs, et qu'il est nécessaire de se battre pour poser les bases d'une rupture *de classe* consciente avec les Démocrates, pour aller vers l'indépendance politique des travailleurs. Le vacarme qui entoure *Fahrenheit 9/11* et sa popularité due au « n'importe qui sauf Bush » illustre parfaitement pourquoi le révolutionnaire russe Lénine argumentait, dans son ouvrage *l'Etat et la révolution*, que « La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme. » Comme il le disait : « Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques. »

Pensez-y ! Ces dernières années un nombre sans cesse grandissant d'activistes ont participé à la lutte contre la folie du système capitaliste. Mais ensuite soulevez la question des élections. D'un seul coup, beaucoup de ceux qui étaient devenus de plus en plus ouverts à l'idée de se débarrasser du système capitaliste tout entier s'agitent beaucoup pour dire qu'il faut absolument virer l'opresseur capitaliste Bush, même s'il faut pour cela soutenir l'opresseur capitaliste Kerry. Ajoutez au chœur quelques voix au ton « de gauche » (comme celle de Moore) et vous arrivez à un déploiement de forces assez solide pour convaincre tout le monde qu'il *existe* une alternative réelle dans le cadre du capitalisme.

En discutant autour de ces idées-là avec des gens sortant d'une projection de *Fahrenheit 9/11*, nous avons parfois entendu un argument du genre : « Il n'y a pas une grande différence entre les Démocrates et les Républicains, mais les choses auraient été mieux si Gore était président. » Après avoir vu le film de Moore, on pourrait penser qu'aucun capitaliste américain n'a rien fait au sujet de l'Irak avant que Bush ne soit confronté au 11 Septembre. C'est loin d'être vrai. Même si un gouvernement Gore aurait pu ne pas enva-

hir l'Irak et établir une occupation coloniale – agression facultative du point de vue de la classe dirigeante – il aurait probablement « simplement » maintenu la politique du Démocrate Clinton envers l'Irak, un régime de sanctions régulièrement ponctué de bombardements qui ont complètement ravagé l'Irak et qui ont tué des centaines de milliers d'Irakiens de plus que la guerre de Bush n'en a tués. Il a accompli tout cela sous un masque humanitaire (comme ses aventures en Somalie, en Haïti et en Serbie) et avec un minimum d'opposition.

Pourquoi les capitalistes mènent-ils toutes ces guerres ? Moore évoque brillamment l'hypocrisie de la propagande guerrière de l'administration Bush, mais son explication sur les raisons sous-jacentes est superficielle. En phase avec l'actualité la plus récente dans l'idéologie antimondialisation, il donne en guise d'explication les multiples liens incestueux entre la famille royale saoudienne et la famille Bush, elle-même de mèche avec Cheney et une poignée d'autres riches profiteurs capitalistes blancs. Mais il est ridicule de penser que les intérêts personnels pour le profit d'une poignée d'individus ont seuls motivé les guerres d'Afghanistan ou d'Irak.

Le gouvernement est le conseil exécutif de la classe dirigeante capitaliste, ce qui représente davantage qu'aider une bande de requins de la finance à échapper aux impôts. La Maison Blanche et le Congrès doivent défendre les intérêts stratégiques qui servent le système social capitaliste. On peut voir des politiciens capitalistes se chamailler sur des tactiques (« Nous avons besoin de l'ONU ! » pour les Démocrates ; « On s'en moque, de ces cochottes ! » pour Bush et Cie). Mais il y a entre eux un engagement mutuel que, maintenant que l'Union soviétique n'existe plus, l'impérialisme US doit se servir de sa force militaire écrasante pour étendre et renforcer son emprise sur les ressources et les marchés mondiaux, dans l'intérêt des profits abusifs des capitalistes américains, aux dépens de leurs rivaux européens et japonais. Et contrôler le robinet mondial du pétrole y aide, de même que pouvoir dicter à vos concurrents impérialistes quelles guerres (ou accords commerciaux, sphères d'influence, etc.) vont avoir lieu, et quel rôle ils vont jouer dans l'arène mondiale. La concurrence capitaliste internationale pousse les classes dirigeantes de tous les pays industrialisés dominants à développer et étendre les taux de profit à leur portée. En d'autres termes, l'impérialisme n'est pas une politique qu'un gouvernement peut adopter ou abandonner, il n'est rien d'autre que le capitalisme moderne lui-même.

Losqu'un dirigeant américain déclenche un effort de guerre en proclamant, par exemple, que cela va « rendre le monde sûr pour la démocratie » ou « libérer les Kosovars opprimés », alors : 1) il ment ; et 2) ces mensonges, nécessaires pour que les travailleurs se battent et meurent pour les profits de leurs propres exploiters, ne sont pas seulement le produit de leur dépravation morale individuelle (comme Moore l'illustre avec Bush). Ces mensonges résultent de la façon dont les capitalistes et leurs représentants voient leurs intérêts de classe, qu'ils doivent faire passer pour l'intérêt national.

A la fin de *Fahrenheit 9/11*, Moore dit, en parlant des troupes américaines : « Ils offrent de sacrifier leur vie pour que nous puissions être libres. Ce cadeau qu'ils nous font est remarquable. Et tout ce qu'ils demandent en retour, c'est qu'on ne les envoie jamais au milieu du danger à moins que ce ne soit absolument nécessaire. » Ensuite, se référant aux mensonges de Bush sur l'Irak, Moore nous débite à propos des soldats : « Nous feront-ils jamais confiance à nouveau ? »



Simon/SABA

Reuters

**Le Démocrate Bill Clinton, criminel de guerre impérialiste. Un train de passagers détruit par le bombardement de la Serbie en 1999 par les USA/OTAN/France, sous le prétexte d'une intervention « humanitaire » en faveur des Kosovars.**

Hum. Est-ce que les présidents américains avaient auparavant menti pour la guerre ? Si l'histoire est utile à quelque chose, c'est à répondre à de telles questions.

– La guerre américano-espagnole : le torpillage, en 1898, du *Maine*, navire de guerre américain, fut attribué à l'Espagne, et « Souvenez-vous du *Maine* » devint le cri de guerre pour la première guerre impérialiste américaine, destinée à battre l'Espagne et à s'emparer de ses colonies, Cuba et les Philippines. Il est aujourd'hui établi que l'explosion qui avait coulé le navire était due à un défaut de construction.

– La Première Guerre mondiale : le Démocrate Wilson justifia l'intervention US en faisant le serment que « le monde doit être sûr pour la démocratie ». En fait, la guerre, qui occasionna un bain de sang sans précédent dans tous les camps, servit uniquement à repartager le monde parmi les grandes puissances capitalistes, avec au sommet l'impérialisme US en pleine ascension.

– La Deuxième Guerre mondiale : cette guerre prétendument « contre le fascisme » fut, à l'exception de l'Union soviétique, en réalité une autre guerre pour rediviser le monde, cette fois déclenchée par la course de l'Allemagne pour annuler les effets de sa défaite dans la Première Guerre mondiale, et par la concurrence du Japon avec les Etats-Unis pour déterminer qui dominerait le Pacifique et l'Extrême-Orient. Pendant plus d'un an avant [l'attaque de] Pearl Harbor, Roosevelt chercha à provoquer une attaque pour justifier une déclaration de guerre américaine. Il eut ce qu'il voulait.

– Le Vietnam : le gouvernement Démocrate de Johnson inventa des histoires sur une attaque non provoquée d'un navire américain dans le golfe du Tonkin pour que le Congrès vote une véritable déclaration de guerre, rendant possible une escalade massive de la sale guerre coloniale des Etats-Unis contre les ouvriers et paysans vietnamiens.

En fait, la plupart des guerres de l'impérialisme US ont été déclenchées par des gouvernements Démocrates (en plus de celles citées plus haut, le Démocrate Truman initia la guerre de Corée sous les auspices des Nations Unies, et le Démocrate Clinton a chargé le général Wesley Clark, que Moore avait soutenu dans les élections primaires, de détruire les vies en Serbie à coups de bombes). Pourquoi les Démocrates ont-ils dirigé la plupart des guerres des Etats-Unis ? *Fahrenheit 9/11* montre pourquoi de façon éloquente, même si telle

n'était pas l'intention de Moore. Au cours d'une scène, Bush s'adresse, plein d'esprit, à ses riches amis chefs d'entreprise : « Vous êtes une bande impressionnante, les possédants et les gros possédants. Certains vous appellent l'élite. Moi je vous appelle ma base. » Qui donc voudrait se battre et mourir pour *ces gens-là* ? Moore décrit parfaitement en détail en quoi les mensonges de Bush sur l'Irak étaient limpides et stupides – contrairement aux Démocrates, qui fournissent des mensonges de guerres humanitaires bien plus attrayants, et se présentent comme des « amis des travailleurs ».

C'est cette image plus gentille, plus douce, plus « bienveillante envers les gens », en comparaison avec l'autre grand parti du capitalisme, qui fait que les Démocrates sont plus pernecieux, plus trompeurs, et *plus efficaces* que les Républicains. Voyons ce que Moore a récemment dit à propos de Kerry, un homme qui veut augmenter substantiellement la présence des troupes américaines en Irak : « C'est une personne intègre et dont le cœur est au bon endroit. Il n'enverra jamais de jeunes gens à la guerre, à moins qu'il n'y soit absolument obligé. Parce qu'il y est allé lui-même » (*San Francisco Chronicle*, 30 juin). C'est précisément pour la même raison, parce que les Démocrates peuvent se faire passer pour un moindre mal, qu'ils sont le parti *préféré* de l'impérialisme américain pour la guerre et le racisme.

L'omission la plus flagrante du film est peut-être quand Moore traite de la « guerre contre le terrorisme » comme s'il s'agissait simplement d'un mécanisme servant à inculquer la peur des terroristes à la population, sans mentionner son utilité centrale – une chasse aux sorcières raciste contre les immigrés, qui sont la première cible d'une guerre plus large menée contre les Noirs, les ouvriers et tous les opprimés. Pourquoi Moore laisse-t-il de côté cette composante centrale de l'utilisation cynique des attentats du 11 Septembre par les capitalistes ? A sa manière, Moore se fait l'écho des politiciens Démocrates qui soutiennent que Bush ne poursuit pas la « guerre au terrorisme » de manière efficace. Dans une interview à *Playboy* (juillet), Moore recommande aux Etats-Unis d'« embaucher les Israéliens pour trouver Oussama et le tuer ».

Moore ridiculise Bush parce qu'il pourchasse les mauvaises personnes – des pacifistes inoffensifs et un type dans une salle de gym qui critiquait Bush – et démontre que Bush ne prend même pas ses propres alertes antiterroristes au sérieux, en montrant la force de police drôlement squelettique désignée pour « sécuriser » la paisible côte de l'Oregon. Mais de cette façon, Moore donne implicitement foi au cadre xénophobe de la sécurité nationale. Prenez ses suggestions que les Saoudiens contrôlent sept pour cent de l'économie et ont pu grâce à cela échapper à la surveillance après les attentats du 11 Septembre. D'abord, c'est de la blague de penser que l'impérialisme américain rend des comptes à la famille royale saoudienne. Ce qui est plus important, c'est qu'en ne disant mot de la chasse aux sorcières contre les Arabes et les musulmans aux Etats-Unis, Moore joue le jeu du chauvinisme rampant propagé par le gouvernement, qui considère que tous les Arabes sont des terroristes potentiels qui doivent être surveillés.

Puisque nous en sommes au sujet de la répression, nous ne pouvons laisser passer la déclaration dégoûtante de Moore dans son livre *Dude, Where's My Country?* [« Tous aux abris ! »] selon laquelle Mumia Abu-Jamal, ancien Black Panther, « a en effet tué ce flic ». Moore a consciemment passé sous silence la preuve écrasante de l'innocence de ce combattant de l'oppression des Noirs, jeté dans le couloir de la mort par une évidente machination qui le visait pour ses

opinions politiques. Voilà le genre de répression que le gouvernement veut sérieusement monter d'un cran. S'agissant d'une affaire qui touche au noyau raciste de l'Amérique profonde, cette déclaration est comme un gage de loyauté à l'ordre capitaliste raciste.

*Fahrenheit 9/11* montre de nombreuses scènes mettant le doigt sur l'impact de la guerre sur les Noirs aux Etats-Unis : l'histoire de Lila Lipscomb, les recruteurs des Marines rôdant dans le parking d'un centre commercial à la recherche de jeunes recrues noires, et le groupe de jeunes Noirs qui lèvent tous la main quand on leur demande qui a un ami ou un membre de la famille qui se bat en Irak. Ces séquences évoquent très bien l'aspect économique que revêt la conscription, où ce sont ceux qui sont le plus écrasés par la pauvreté structurelle et l'oppression raciste de cette société, dont le moteur est le profit, qui finissent en première ligne des guerres de leurs oppresseurs. Moore évoque sa sympathie pour les difficultés de ces jeunes travailleurs et opprimés, envoyés pour faire le sale boulot des impérialistes. Beaucoup de gens, y compris Moore, utilisent ce fait pour argumenter que ceux qui s'opposent à la guerre devraient « soutenir les troupes ». Mais l'Irak est un exemple évident où il faut choisir son camp, et pas le camp des Etats-Unis ou de ceux qui prennent part à ses batailles – chaque coup porté aux forces d'occupation américaines est un coup porté aux ennemis des travailleurs et des opprimés à travers le monde, y compris aux Etats-Unis.

Le mensonge permanent des capitalistes qu'il y a une « unité nationale » doit être balayé. Il est essentiel d'enfoncer le clou et de dire qu'un vote pour les Démocrates est un vote pour donner une façade démocratique à la « guerre contre le terrorisme » et à l'occupation de l'Irak qu'ils vont poursuivre, non pas parce qu'ils sont lâches, mais parce que les Démocrates sont dévoués au système capitaliste. La solution proposée par Moore ne peut pas changer cette réalité, et plus précisément, son populisme, son identification avec l'Américain de la rue et sa conscience du racisme le rendent particulièrement efficace quand il mobilise pour soutenir les Démocrates, plus que les Démocrates ne peuvent le faire eux-mêmes. Ceci *va à l'encontre* de ce qui est le plus urgent – une rupture politique avec le cadre capitaliste, et donc avec le Parti démocrate.

Il existe une force capable de changer les choses : la classe ouvrière multiraciale, les producteurs collectifs qui ont à la fois le pouvoir et l'intérêt de refaire la société, en la basant sur la production pour les besoins plutôt que pour le profit. Et cela poserait les bases pour éliminer de l'histoire les classes et l'inégalité. Le combat pour libérer cette puissance est le combat pour un parti ouvrier indépendant des partis capitalistes et se basant sur une politique de lutte de classes – la mobilisation de sa puissance par des grèves et autres actions ouvrières – en défense d'elle-même, des Noirs, des immigrés et de tous les opprimés, pour finalement détruire le pouvoir d'Etat existant. Bien qu'excellent sous plusieurs rapports, *Fahrenheit 9/11* exprime une vision du monde bien trop répandue aujourd'hui parmi les travailleurs et les jeunes de gauche : que les travailleurs sont de bonnes gens formant un bloc d'électeurs potentiellement puissant en tant que victimes d'un système dominé par les grosses sociétés. La clé de l'émancipation humaine est de voir la classe ouvrière comme une classe qui a une puissance, *la* force du changement. La classe ouvrière et les opprimés ne peuvent pas se débarrasser du capitalisme par les élections. Il nous faut une révolution prolétarienne.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 829, 9 juillet

## Fahrenheit 9/11

### Une critique marxiste par Aman Singh

Le nouveau documentaire choc de Michael Moore, *Fahrenheit 9/11*, représente un produit rare en cette période où la « réalité » est montée de toutes pièces : il montre une bonne dose de vérité, traduite en termes humains. Les images d'Irakiens aux membres arrachés et de bébés mutilés qu'il montre sont une rare occasion d'entrevoir ce qui se passe là où tombent les bombes américaines. Là où beaucoup d'Américains ne voient qu'un « ennemi » anonyme ou des bénéficiaires anonymes de la « libération » américaine, Moore donne la parole aux victimes, comme cette femme de Bagdad, ivre de colère après le massacre de sa famille par l'armée américaine, ou cette famille terrorisée par les troupes US le soir du réveillon de Noël. A Flint, dans le Michigan, un Noir voit les images de Bagdad ravagée par la guerre et remarque : « Certains quartiers de Flint ressemblent à ça, et on n'a même pas connu de guerre. » Les médias passent sous silence les histoires déchirantes comme celle de Lila Lipscomb, qui a été convaincue, après la mort de son fils en Irak, de la brutalité dépravée de cette guerre.

Le film a eu une résonance énorme à travers les Etats-Unis. Il a battu le record de la plus grande recette lors d'un week-end d'ouverture dans l'histoire du film documentaire. Il a capté l'attention de la garde conservatrice de Bush, et pour de bonnes raisons : le talent cru de Moore en tant que propagandiste se voit peut-être le mieux à travers le portrait qu'il dresse d'un Bush monstrueux, terne et ordinaire, jouant au golf et partant en vacances alors que des milliers d'Irakiens et des centaines de soldats américains meurent sous ses ordres. Craignant justement cela, la société Disney, liée aux Républicains, a refusé de distribuer le film, lequel a été par la suite décrété interdit aux moins de 17 ans pour dissuader la plupart des adolescents de le voir. (Moore souligne que cela empêche ceux qui pourraient être bientôt appelés sous les drapeaux de voir avec exactitude ce qu'ils pourraient être amenés à faire dans les forces armées.) Un petit groupe de Républicains bien en vue, *Move America Forward* [Faire avancer l'Amérique], a fait campagne pour intimider les salles et les empêcher de passer le film. Un groupe parallèle dénommé *Citizens United* [Citoyens unis] a porté plainte devant la Commission électorale fédérale pour interdire toute publicité pour ce film.

Il y a pourtant un problème : pour ce qui est de *changer* la réalité que Moore dépeint admirablement, *Fahrenheit 9/11* n'a fondamentalement rien à offrir. Ca en dit long sur l'état de conscience politique de la gauche américaine que des spectateurs agités à juste titre par la guerre meurtrière de Bush, en colère contre la loi *USA-Patriot Act* ou dégoûtés par l'identité lamentable des Démocrates avec la Maison Blanche, sortent ensuite du cinéma tout requinqués et prêts à... s'inscrire comme électeurs. Mais c'est en fait cela qui fait fureur. Et c'est *exactement* l'intention de Moore : il a



déclaré que « Mon but personnel est de voir Bush chassé de la Maison Blanche » (*New York Times*, 24 juin), en ajoutant qu'il espérait que le film « incite les gens à se lever et à voter en novembre » car « nous ne pouvons pas cette fois-ci laisser les Démocrates tout faire foirer et perdre » (*London Guardian*, 27 mai). La perspective de Moore, partagée par beaucoup de gens, particulièrement par ceux qui étaient descendus dans la rue pour manifester contre la « guerre contre le terrorisme », est qu'il n'y a pas de raison de s'enthousiasmer pour Kerry et les Démocrates, mais qu'ils méritent malgré tout un soutien, même si c'est un soutien critique, parce que Bush est absolument intolérable. Derrière cet engouement pour « n'importe qui sauf Bush », il y a une conception fondamentalement démocratique-bourgeoise – et dangereuse – de la démocratie américaine.

Le portrait que fait Moore de l'ergotage dans les élections de 2000 est irrésistible. Pour mettre en lumière l'oppression des Noirs, il montre d'abord des représentants noirs au Congrès se levant au Sénat pour protester contre le fait que des Noirs perdent leurs droits électoraux et contre le caractère frauduleux de la « victoire » de Bush ; ensuite il montre l'action de ces représentants déclarée nulle et non avenue par Al Gore [le concurrent Démocrate]. Ce dernier ne souhaitait pas se battre pour sa victoire électorale : cela aurait souligné le mépris de l'Amérique capitaliste pour les Noirs et entamé la légitimité de la présidence impériale. Le fait que rien n'a changé montre exactement pourquoi les Démocrates noirs sont maintenus en place : pour désamor-

Suite page 21